

LA FORCE



Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°615 - Mars 2020

Prochaine parution : le 7 avril 2020

2 €



Manifestation du 24 janvier 2020 à Strasbourg (crédit photo : France Bleu)

**Retraite à points + 49.3
pour nous,
c'est toujours NON !**

Correspondances : Ratp, Supra, Electriciens p. 8 et 9
Coronavirus p. 7

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous!"

Retraite à points + 49.3

Pour nous, c'est toujours non !

On s'attendait à un coup de force : le gouvernement voulait faire cesser la « guérilla parlementaire » par le recours au 49.3, qui coupe court à tout débat. Mais la façon de procéder, méprisante et fourbe, de Macron-Philippe en rajoute dans la colère : convocation d'un « conseil de sécurité » sur le thème de la lutte contre le coronavirus, puis conseil des ministres et intervention de Philippe devant un parlement quasi vide, le samedi, pour annoncer le recours au 49.3 pour faire passer la loi sur la retraite à points ! Le patronat jubile, mais se garde de crier victoire, car ça bouge aussi dans les entreprises, où les annonces de bénéfices pour les actionnaires s'accompagnent d'annonces de nouvelles restructurations tueuses d'emplois.

Ce qui vient de se passer rappelle les 49.3 de Hollande, au moment de la loi El Khomri, dégainés pour faire passer une loi de régression sociale qui remettait en cause le code du travail. Il y avait eu, pendant plusieurs mois, de grandes journées de grève et de mobilisation, qui ont été violemment réprimées. La participation de millions de syndicalistes, de travailleurs, de jeunes à ces journées de mobilisation, le fait qu'ils ont tenu tête aux assauts policiers systématiques, traduisait un aiguisement de la lutte de classe, qui n'a cessé de s'affirmer depuis.

Macron était ministre de Hollande à l'époque. Il a dit par la suite qu'il était opposé au recours à cette arme anti-démocratique, prévue par la constitution, ce qui ne l'a pas empêché, dès son élection à la présidence, de parachever la loi El Khomri à travers les « ordonnances » qui, elles aussi, sont un chèque en blanc pour le gouvernement.

Depuis, il y a eu notamment le mouvement des gilets jaunes et, aujourd'hui, le puissant mouvement contre la réforme du système de retraite, qui s'est inscrit dans un climat plus général de contestation et de mobilisations, concernant toujours plus de secteurs de travailleurs, dans la santé, l'enseignement, les services publics... soutenus par les couches populaires.

Autrement dit, c'est contre une mobilisation beaucoup plus profonde, plus large, dans laquelle la majorité des travailleurs du public et du privé et des couches populaires se retrouve, que le gouvernement a décidé d'utiliser le 49.3.

Les rassemblements et manifestations pour dénoncer le recours au 49.3 ont été nombreuses et immédiates, partout. Déjà, des dates de manifestations, de journées de grève, ont été lancées pour le mois

de mars. On peut dire que la manœuvre du 49.3 consistant à vouloir « tuer » l'opposition à la retraite à points a déjà échoué. Et ce ne sont pas les menaces d'interdiction de rassemblements pour cause de danger de propagation du coronavirus qui vont dissuader les travailleurs, les militants, de se rassembler, de manifester et de continuer à dire « non à la retraite à points ».

Un mois de mobilisations

C'est dans ce contexte que vont se succéder les initiatives autour du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes pour leurs droits. Ce 8 mars s'inscrit pleinement dans la mobilisation contre la retraite à points qui, entre autres, pénalise les femmes travailleuses et les femmes des milieux populaires. C'est un des acquis de ces mois de mobilisations que d'avoir mis par terre les arguments du gouvernement et des partisans de la réforme selon lesquels, les femmes seraient les « grandes gagnantes ». C'est pourquoi, on verra encore beaucoup de « chorégraphies » féminines dans les prochaines mobilisations, notamment le 8 mars.

La rentrée dans les établissements scolaires, après une « trêve » de quasiment un mois, du fait de l'étalement par zones des vacances, se fait dans un climat de colère toujours aussi fort contre à la fois les conséquences de la retraite à points, de la poursuite de la mise en œuvre chaotique (et source d'inégalités et d'angoisse des jeunes) de la réforme du Bac et de Parcoursup, à quoi s'ajoutent les nouvelles réductions de moyens. Commence aussi à percer la campagne d'information sur le danger du service national universel (SNU), car les préfets et les rectorats sont passés à la vitesse supérieure pour remplir les objectifs d'inscription de jeunes volontaires de 16 ans pour la session de juin.

A cela, il faut ajouter les mobilisations contre les violences policières, toujours aussi nombreuses et toujours impunies ; contre les expulsions locatives, avec la fin de la trêve hivernale le 31 mars, qui posent aussi le problème du logement social dont la destruction se poursuit, via notamment la baisse des APL.

Ces mobilisations ajoutent leur force et leur détermination et alimentent le climat de contestation sociale, dans les entreprises, les services, les écoles, les hôpitaux, les quartiers, à la ville comme dans les campagnes. Le système est en crise et craque de partout. ★

18 mars 1871- 18 mars 2020

La date du 18 mars 1871 reste pour tous les communistes et les révolutionnaires dans le monde un repère majeur dans l'histoire de la lutte du prolétariat pour son émancipation.

La Commune de Paris représente en effet la première tentative de renversement de l'ordre républicain bourgeois et d'édification d'un nouvel Etat, la « république sociale », c'est-à-dire une forme d'Etat nouvelle, exercé par les représentants du peuple pour le peuple. Marx en a fait une étude magistrale dans son ouvrage La Guerre civile en France, ouvrage que, suite à la décision, en 2018, de la

Conférence internationale de partis et organisations marxistes-léninistes (CIPOML), notre parti a réédité et a préfacé. Nous ne saurions que recommander à tous nos lecteurs qui ne l'auraient pas encore fait, de se procurer cet ouvrage et de l'étudier ; aux autres, de le relire et de le faire connaître largement autour d'eux. Dans son ouvrage, Marx tire plusieurs leçons de l'expérience de la Commune. Une est essentielle pour nous aujourd'hui ; c'est celle concernant la machine d'Etat bourgeois. Les Communards ont démontré que cette machine ne pouvait pas servir au prolétariat, qu'il devait la briser et la

remplacer par une autre organisation étatique. C'est cette leçon qui est contenue dans notre mot d'ordre : « Non à l'Etat des patrons, à l'état policier, et sa politique de guerre ; pour une rupture révolutionnaire ». Rompre avec ce système, c'est briser la machine d'Etat bourgeois, condition pour pouvoir édifier un autre système réellement démocratique, c'est-à-dire au sens étymologique du terme, établir le pouvoir du peuple. C'est parce que nous avons fait nôtres les leçons de la Commune, parce que nous avons voulu mettre nos pas dans ceux des Communards, nous inspirer de leur courage et de leur

esprit révolutionnaire que notre parti a choisi d'organiser son congrès de fondation le 18 mars 1979. L'année passée, nos 40 ans ont été l'occasion de réunir autour de nos militants en région, amis, famille, lecteurs, sympathisants... Que ce 41e anniversaire, qui fait suite à la tenue de notre 9e congrès, soit l'occasion de faire connaître largement les documents qui en sont issus et d'entraîner toujours plus de monde dans le travail pour faire grandir la conscience de la nécessité et de la possibilité de la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste. ★

Un climat politique et médiatique délétère

L'affaire Griveaux qui a poussé l'homme à abandonner précipitamment la campagne municipale de LREM à Paris, touche un très proche de Macron. Elle illustre le pouvoir de manipulation et de déstabilisation que peut provoquer la révélation d'affaires privées via les « réseaux sociaux ». Ce sont des pratiques qui visent à se substituer à la lutte politique et sociale, à banaliser et à étendre le pouvoir des moyens de manipulation de masse. Cela constitue un réel danger.

Benjamin Griveaux, macronien de la première heure, conduisait la liste LREM à Paris. Il ne faisait guère de doute que sa campagne piétinait, que ses propositions choc, comme celle de déplacer la gare de l'Est pour y construire un central park (!) tombaient à plat. Cette lubie, qui pouvait séduire les monopoles du BTP et ceux des « parcs de loisirs », montre à quel point les Macron boys sont coupés des réalités, notamment du quotidien de millions de travailleurs, de personnes âgées, de banlieusards, qui empruntent les transports en commun, qui viennent à Paris pour travailler... Non, ils ne rêvent pas de « central parks » en plein cœur de Paris, comme semblent le penser les Griveaux et Cie et même s'ils ne

votent pas forcément à Paris, cela a de l'impact sur les électeurs.

Son arrogance fermait la porte à des ralliements et il commençait aussi à subir le contre-coup des difficultés de son mentor, Macron, empêtré, de plus en plus critiqué sur sa réforme du système des retraites.

Il a été piégé par des aventuriers. Les vidéos privées à caractère sexuel ont circulé à travers de multiples réseaux. Les justifications de celui qui apparaît comme le responsable de leur diffusion (démasquer les turpitudes et les mensonges d'un candidat qui se présente comme un personnage vertueux) n'ont rien de « politiques » : c'est de la provocation, de la déstabilisation et de l'autopromotion. C'est le degré zéro de la politique. Ce sont des méthodes pratiquées aux USA, mêlant voyeurisme et populisme. Griveaux a préféré jeter l'éponge : on ne le pleurera pas !

Mais cette affaire n'est pas finie. Elle a été évoquée par Macron, lors du sommet de Munich sur la sécurité, qui a désigné la Russie comme possible instigateur de cette affaire, reprenant l'accusation d'ingérence russe dans les affaires intérieures des Etats avec lesquels les autorités russes ont des désaccords. C'est dire que d'autres « révélations » sont encore possibles. De quoi saturer les

médias, pour essayer d'occuper les batailles sociales et politiques qui mobilisent les travailleurs et les masses populaires. De quoi aussi alimenter le « tous pourris » et les théories complotistes sur les réseaux sociaux.

est l'annonce d'une contre-réforme dangereuse, où tout le monde perd ; et celle sur la dépendance, encore plus explosive.

C'est peut-être aussi tout cela qui a amené Buzyn à accepter le poste de candidate à la mairie de Paris. En tout cas, elle s'est découvert une passion pour Paris. L'objectif n'est pas de gagner cette élection, de plus en plus hors de portée pour les macroniens, mais de faire bonne figure.

Macron, en difficulté sur les questions sociales, s'est lancé une nouvelle fois sur le terrain de la lutte contre l'islam politique, présenté comme un courant politique et idéologique dangereux qui prône la « séparation » de la république. Ce type de discours ne fait qu'alimenter la propagande islamophobe et la discrimination de la population musulmane ou supposée l'être. Il vise à diviser les masses populaires, au moment où d'importants secteurs se retrouvent ensemble, dans des mobilisations, ou en solidarité avec elles, et où le sentiment d'avoir des intérêts communs à défendre a grandi. La montée des idées et des comportements réactionnaires est symptomatique de la profondeur de la crise du système capitaliste impérialiste. Il a fait son temps. ★

Buzyn candidate

Il fallait rapidement désigner celui ou celle qui allait prendre la tête de la liste LREM à Paris. Des noms ont circulé, des candidats se sont avancés, d'autres ont décliné par avance le poste à hauts risques. Cette mise en concurrence des candidats fait partie de la méthode de gestion de Macron. Le suspens n'a pas été long et c'est Buzyn qui a accepté de se lancer dans la bataille. Cette même Buzyn qui l'excluait deux jours auparavant, pour cause de surcharge de travail au ministère de la santé. Là-dessus, elle n'a pas tort : la mobilisation des personnels de santé se poursuit, au moment où commence l'épidémie du coronavirus. Il y a aussi la réforme des retraites qui, même si elle est conduite de près par Matignon, incombe aussi au ministère « de la santé et des solidarités ». Sans oublier les réformes à venir, celle sur le revenu universel – une notion qui, avec le projet de retraite universelle,

Notre position sur les élections municipales

Ces élections municipales vont se tenir dans un contexte de fortes contestations sociales.

On est loin du contexte où les élections municipales étaient perçues comme un moment de mobilisation politique, de débats, autour de projets concrets, pour essayer d'améliorer la vie quotidienne des populations, notamment celles des villes moyennes et petites et des communes rurales.

On est dans un contexte de mobilisations et de contestations de la politique du gouvernement, au service des riches et des patrons, au service des marchands de canons, au détriment de la santé, de l'éducation, de la protection sociale. Une politique réactionnaire qui détruit les services publics, accroît les inégalités et prône l'individualisme ; une politique qui pousse à la désertification des campagnes et des petites villes, à la concentration capitaliste dans l'agriculture, dans l'élevage, dans l'agro-business et dans la grande distribution ; concentrations synonymes de liquidation de l'agriculture paysanne, de mal-bouffe et prix toujours plus élevés pour les consommateurs. Une politique qui se dit « écologique » mais donne la priorité au nucléaire et

qui place la rentabilité des entreprises à hauts risques au-dessus de la sécurité des travailleurs et des riverains. Tous ces aspects de la politique de Macron et de son gouvernement ont des conséquences directes sur les communes, petites et grandes, et c'est pour cela qu'il est impossible de dissocier l'opposition à la politique nationale du positionnement lors des municipales.

La crise de la « démocratie communale »

Les concentrations des petites communes, leur disparition au profit de regroupements technocratiques, des niveaux de décision toujours plus éloignés des habitants, ont participé à l'assèchement de la « démocratie communale », à tel point qu'il est de plus en plus difficile de trouver un candidat au poste de maire dans les petites communes. Et beaucoup de ceux qui ont assumé cette responsabilité jettent l'éponge, car ils ne veulent plus assumer des responsabilités juridiques pour des questions ou des dossiers sur lesquels ils n'ont aucune prise.

A cela est venue s'ajouter la dernière initiative du ministre de l'intérieur, Castaner, de gommer la couleur politique des listes gagnantes des communes de moins de 9 000 habitants (soit 96 % des communes et 50 % du corps électoral), ramenée depuis à 3 500 habitants, et d'inventer une nouvelle catégorie – divers centres – pour permettre au parti macronien de revendiquer des listes qu'il a juste soutenues.

Cette grossière manœuvre n'a qu'un objectif : essayer de limiter le désaveu électoral du parti macronien lors des municipales. Mais elle ne l'empêchera pas de s'exprimer, notamment là où il présente une liste. Et il faut que ce désaveu soit massif. C'est pourquoi, notre première consigne est :

Pas une voix aux candidats macroniens, aux listes de la LRM ou à celles qu'elle « soutient ».

Nous y ajoutons immédiatement une autre :

Pas une voix à la droite, pas une voix à l'extrême droite.

La question qui se pose est de voir comment exprimer l'opposition à la politique de Macron et de son gouvernement dans le cadre du premier tour de ces élections.

Les situations sont multiples et les configurations des listes qui se présentent contre les listes macroniennes, varient d'une commune à l'autre.

De plus, la tendance à gommer les sigles des partis politiques, s'est renforcée, ce qui contribue à la confusion sur la nature des listes.

Pour le premier tour, nous partons de trois critères :

Nous n'appelons pas à l'abstention, même s'il est possible que celle-ci soit plus élevée qu'aux municipales précédentes.

Nous soutenons les listes qui défendent des positions progressistes, qui se démarquent de la politique de Macron et qui rassemblent différents courants, forces, personnalités.

Mais dans le cas où plusieurs listes de ce type se présentent, nous refusons de participer à la division en appelant à voter l'une plutôt que l'autre. Cela est vrai en particulier dans des cas, certes limités, où ces élections servent à « régler des comptes » entre des forces qui se disent de gauche et qui, il n'y a pas si longtemps, travaillaient encore ensemble. ★

Discours de Macron sur le séparatisme**Un discours de division et de stigmatisation**

A Mulhouse, Macron s'est rendu en visite dans le quartier dit sensible de Bourtzwiller, un des 47 quartiers de reconquête républicaine (QRR), dispositif créé en 2018 pour lutter contre la délinquance et les trafics. Il y a tenu un discours (1) particulièrement clivant, au nom de la lutte contre le terrorisme. Il s'en est pris en particulier aux habitants d'origine musulmane de ces quartiers.

Ces banlieues sont de véritables lieux de relégation, ghettos de la misère. La population issue majoritairement de l'immigration y est durement impactée par la discrimination, le chômage, et l'abandon des services de l'Etat. Mais, pour autant, le gouvernement n'y appliquera pas de mesures sociales. Macron développe une équation infernale, bourrée d'a priori : quartiers = islam = insécurité = trafics.

« Il y a depuis plusieurs décennies au nom d'une religion non pas l'exercice

simplement d'une religion, mais la volonté de ne plus respecter la loi chez certains, une manipulation du fait religieux qui, en utilisant ou bien la religion elle-même ou bien l'éducation, le sport, les activités associatives ou autres, consiste en quelque sorte à construire un projet de séparation de la République. »

Tout au long du discours, les attaques sont multiples : viol des sacro-saintes « lois de la République », manipulation des esprits, enfermement culturel, sectarisme religieux, imaginant un supposé projet de séparatisme islamique ! Un exposé très idéologique, sans fondement scientifique mais qui, à l'instar des élucubrations de la droite extrême, repose sur le « sentiment » du président :

« Nous avons le sentiment dans notre pays que – puisque le sentiment, c'est une réalité – des fractures se sont installées. » « Sentiment aussi qu'il y a des parties de la République

qui veulent se séparer du reste. » Voilà qui est grave dans la bouche d'un Président, car cela contribue à alimenter des phobies irraisonnées, en flattant une partie de la population noyautée par les idées xénophobes.

Lors de sa visite, Macron a glorifié les résultats de la politique de ces QRR ; ils sont pour le moins édifiants : « Au total, ce sont 1 600 policiers et gendarmes supplémentaires qui ont été déployés dans ces quartiers de reconquête républicaine.

Si l'on prend l'ensemble de ces 15 territoires concernés par cette expérimentation menée depuis 2 ans, ce sont donc en 2 ans, 152 débits de boisson, 15 lieux de culte, 12 établissements culturels et sportifs, 4 écoles qui ont été fermés. 652 contrôles anti-fraude effectués, 34 mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance qui ont été prises.

Cette méthode, c'est celle que depuis

le début d'année, nous avons généralisé sur la base de la circulaire de novembre 2019 du ministre de l'Intérieur pour lutter justement contre l'islamisme radical. »

Une méthode appelée à se renforcer, plus de policiers dans plus de quartiers.

Pas dupes, les habitants ont réagi : envahissement des voies du TGV, manifs de Gilets Jaunes, d'habitants encadrés par les CRS, des jeunes, soulignant leur stigmatisation, et des riverains exprimant les carences en termes d'emploi ou d'éducation... Sur le terrain idéologique non plus, les idées réactionnaires de ce gouvernement ne passent pas ! ★

(1) <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/18/proteger-les-libertes-en-luttant-contre-le-separatisme-islamiste-conference-de-presse-du-president-emmanuel-macron-a-mulhouse>

Retraites**Des débats parlementaires qui s'enlisent sous la menace du 49-3**

Il a fallu huit jours aux députés pour adopter le premier des 65 articles du projet de loi sur les retraites. Le 28 février, après deux semaines de débat, ils n'en étaient qu'au sixième ! A ce rythme, il est clair que son examen en première lecture ne sera pas achevé le 8 mars avant la trêve parlementaire de 15 jours imposée par les élections municipales.

Même si un certain nombre de « marcheurs » malmenés dans leurs circonscriptions ne sont plus autant bardés de certitudes, cela n'est pas dû, cette fois, à une « fronde » au sein du parti majoritaire, comme ce fut le cas au sein du PS au moment des discussions sur la loi El-Khomri. « L'obstruction » vient aujourd'hui des plus de 41 000 amendements déposés sur le bureau de l'Assemblée, principalement par les Insoumis (23 000) et le PCF (13 000) amendements et une « manif » de ses députés dans les murs de l'Assemblée pour réclamer un référendum).

En réponse, le Gouvernement a sous son coude le « 49-3 ». En « engageant sa responsabilité », il peut faire passer son texte à l'Assemblée nationale sans débat. Une « motion de censure » l'obligerait à démissionner, mais elle devrait être votée dans les

48 heures par une majorité de députés. Compte tenu de la composition de l'Assemblée nationale, il n'y a pas plus de suspens en la matière qu'il n'y en a eu aux USA autour des résultats de la procédure « impeachment » initiée contre Trump par les Démocrates ! Pour limiter les allers-retours entre l'Assemblée nationale et le Sénat où l'opposition de droite est majoritaire, le gouvernement a, d'ores et déjà, enclenché la « procédure accélérée » qui permet à l'Assemblée de trancher après un seul rejet du texte par le Sénat.

Un gouvernement qui n'est pas au bout de ses peines !

La droite, qui critique principalement une réforme « non financée », prône un retrait du projet actuel et le dépôt d'un nouveau texte avec un dispositif de « temps législatif programmé », procédure qui permet de déterminer à l'avance une durée maximale pour l'examen d'un texte. Nous pouvons lui faire confiance pour qu'elle continue sa croisade pour une réforme encore plus assassine.

Le recours au 49-3 est pour lui une

arme à double tranchant. Particulièrement impopulaire, il renforcera l'image d'un président antidémocratique, qui fonce pour les patrons. Cette critique s'ajoutera à celle d'« amateurisme » que lui a valu son entourloupe sur le calcul de la valeur du point (1). Elle sera renforcée par l'échec annoncé de la conférence sur le financement qui vise à impliquer les syndicats dans la recherche de mesures d'économies à effet immédiat (d'ici à 2027).

Après l'avis en amont du Conseil d'Etat, qui avait critiqué un projet « aux projections financières lacunaires », une saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires pour un « contrôle de constitutionnalité » de la loi et des 29 ordonnances qu'elle prévoit, pourrait encore intervenir en amont et retarder un peu plus son adoption.

La réforme, qui a déjà vu sortir deux ministres (Delevoye et Buzyn), pourrait donc peut-être encore en voir passer d'autres. Elle interfère avec un calendrier politique et des échéances qui se percutent : la bérénina annoncée pour LREM aux municipales en mars, la réforme des aides au logements et la phase 2 dans la mise en place progressive de la réforme de

l'assurance chômage en avril, deux fronts de contestation sociale qui ne sont pas prêts de s'apaiser, sans parler de l'examen du budget qui aura lieu à l'automne...

Le mouvement social contre la retraite à points a fait grandir la conscience sur les enjeux de cette réforme voulue par l'oligarchie et sur la nature de l'Etat et des institutions qui sont mobilisées pour la mettre en œuvre.

L'opposition parlementaire, l'action des députés FI et PCF sur ce terrain, en retardent le vote. Elles laissent toutefois peu de doutes sur l'issue. Cette « guérilla parlementaire » ne doit pas occulter l'essentiel, à savoir la nécessaire mobilisation ouvrière et populaire dont le centre de gravité doit rester les entreprises et la rue. C'est principalement sur ce terrain que doit se poursuivre le travail des révolutionnaires pour transformer la colère sociale en conscience de la nécessité et de la possibilité de rompre avec le système capitaliste-impérialiste. ★

1- Son calcul est fondé sur un indicateur, le « revenu moyen d'activité par tête » qui n'existe pas encore !

NON au SNU

La campagne de recrutement du Service National Universel (SNU), pour le moment encore volontaire, est lancée, via le site dédié du gouvernement.

Les préfectures envoient des documents aux directions des services académiques, des conseils départementaux chargés de l'aide à l'enfance, des personnes handicapées, à la direction de la Protection de la jeunesse - PJJ - aux proviseurs des lycées agricoles, généraux, technolo-

giques et professionnels publics, aux établissements privés, aux centres de formation pour apprentis, aux services d'information jeunesse, à l'agence régionale de santé.

L'objectif est de convaincre quelques centaines de jeunes de 16 ans de s'inscrire au stage de juin 2020.

Le collectif « Non au SNU » a commencé à diffuser le tract national dans les manifestations. Des collectifs locaux se sont mis en place dans plusieurs villes. ★

Pour contacter le collectif : nonsnu@lists.riseup.net

Fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim

Le 22 février à 2h du matin, le premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim était arrêté. Le second devrait l'être au 31 juin prochain.

Cet arrêt est l'aboutissement de la lutte menée depuis plus de 50 ans par les anti-nucléaires, avant tout en France, mais aussi dans les pays limitrophes (Allemagne et Suisse).

La fermeture de cette centrale, la plus vieille du parc nucléaire français, avait été une promesse du candidat Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012. Fermeture toujours reportée, elle va finalement être mise en œuvre cette année alors que l'EPR de Flamanville, la « contre-partie » à cette fermeture, n'est toujours pas en service.

Cette fermeture est vilipendée à droite. Commentant l'événement, *Valeurs actuelles* donnait la parole à un proche de Nicolas Dupont-Aignan, qui fustigeait un « *gaspillage de l'argent des Français au service de l'idéologie écologiste* » ! Quant aux journal *Les Echos*, il fait parler le président de la Fondation Concorde (1) pour qui la fermeture est « *un désastre écologique et économique* ».

Cette presse, proche des milieux d'affaires, reprend les arguments qui ont été ceux du pouvoir, celui d'une industrie de plus en plus décarbonée, pour continuer à justifier le recours au nucléaire.

Mais cette fermeture est également condamnée chez les travailleurs de la centrale, et notamment par la CGT, les élus locaux et une partie de la population locale, inquiète pour l'emploi dans la région.

France 3 Alsace a joint par téléphone l'un des agents d'EDF qui a déclaré à la chaîne régionale :

« Quand la fermeture de la centrale a été décidée, on a signé un accompagnement social. Il prévoit un maintien du personnel. Mais on constate de plus en plus de blocages, les textes ne sont pas respectés par la direction. (...) »

A la question du journaliste : « Que réclamez-vous ? », voici sa réponse : « On souhaite le respect du protocole, qu'il soit respecté à la lettre, et non pas interprété. Par exemple, une prime d'adaptation a été négociée, valable pour un salarié qui change de métier et qui doit faire une formation de longue durée - plus de six mois -

mais la direction ne l'applique pas. On voudrait aussi le paiement de nos heures de grève : c'est la direction qui nous a incités à faire grève depuis 2012 pour protester contre la fermeture. Et aussi un accompagnement plus juste, par exemple une aide au logement pour les salariés qui vont rester. »

Ces déclarations montrent plusieurs choses. D'une part, qu'EDF a manipulé ses salariés pour faire monter la pression sur le gouvernement pour obtenir des délais et des compensations ; d'autre part, que plus qu'une opposition à la fermeture de la centrale, les travailleurs craignent pour leur emploi et leurs conditions de reclassement. Et les exigences qu'ils formulent concernant ces deux questions nous les soutenons sans réserve. Nous avons toujours exigé, avec le « Réseau Sortir du nucléaire », la fermeture de cette centrale et nous avons toujours clairement dit qu'elle ne devait pas se faire sur le dos des travailleurs.

Le « Réseau Sortir du nucléaire » pour sa part, avec les associations qui, de chaque côté du Rhin, en France, en Allemagne et en Suisse

luttent depuis des années pour la fermeture de cette centrale, a publié un communiqué dont voici un extrait. « Si nous nous réjouissons de cette fermeture imminente, nous dénonçons vivement l'attitude d'EDF, qui a tout fait pour la repousser et s'est livrée à tous les marchandages. Il est indécent que l'entreprise reçoive à ce titre, aux frais du contribuable, une compensation pour des dépenses dont elle aurait déjà dû provisionner le montant, ainsi qu'une indemnisation pour une électricité qu'elle n'aurait certainement pas pu produire. Cette affaire a fait l'objet d'une plainte devant la Commission Européenne. EDF a par ailleurs pratiqué le fait accompli et prétexté de cette fermeture pour ne pas réaliser certains travaux de mise aux normes, qui restaient pourtant nécessaires une fois la centrale arrêtée. Coûteux travaux évités et indemnisation juteuse : l'entreprise a obtenu le beurre et l'argent du beurre ! » ★

(1) Fondation Concorde : think tank qui a pour préoccupation permanente la compétitivité des entreprises et l'entrepreneuriat.

Macron au salon de l'Agriculture

Pour ce 57^e salon de l'Agriculture, Macron a tenu à passer 12 heures dans les allées.

La veille, il avait donné rendez-vous à l'Elysée aux élus des départements d'Outre-Mer pour évoquer les difficultés économiques et sociales des colonies françaises. Mais le sommet européen de Bruxelles l'a retenu et les élus ont été « reçus » par la première dame (!?) et le ministre de l'Agriculture et celui d'Outre-Mer. Il serait étonnant que la question du chlordécone, le pesticide utilisé massivement dans les plantations de bananes, ait été évoquée, alors que c'est une question qui concerne l'immense majorité des populations des Antilles. C'est ce que les représentants des organisations martiniquaises réunies à Paris, à la bourse du travail, ont dénoncé avec beaucoup d'arguments ce même soir (voir le compte rendu de cette importante réunion dans ce journal). La visite de Macron au salon était l'occasion de faire de nombreuses déclarations de soutien « à nos agriculteurs et à nos paysans », assorties de quelques échanges plus abrupts avec des personnes mécontentes. On sait que Macron aime « aller au contact », tout en étant protégé par une nuée de policiers en civil. Il y a donc eu l'échange avec une femme gilet jaune, à laquelle il a conseillé de prendre rendez-vous, avec lui, mais de façon organisée. Il y a eu les sifflets, les « Macron démission » et

quelques échanges avec des responsables de la FNSEA, des filières de productions impactées par les taxes US, comme les producteurs de vins « sans bulle » dont les exportations sont taxées à hauteur de 25% par l'administration Trump, en représailles à la concurrence déloyale d'Airbus vis-à-vis de Boeing.

Il a eu plus de difficultés quand il a voulu justifier le fait que les pensions des agriculteurs n'allait pas être revalorisées à hauteur de 85 % du Smic, dans l'immédiat. C'était pourtant la « grande annonce » qui avait été relayée triomphalement par les dirigeants de la FNSEA, annonce qui avait été brandie comme une preuve du caractère juste du système de retraite universel à points. Devant des agriculteurs incrédules, Macron expliquait, le 22 février, qu'il n'était pas possible de mettre cela en place maintenant. Ce sont donc toujours des pensions de 740 euros pour les hommes et de 580 euros pour les femmes qui continueront à être versées. Il faut dire que, dans ce type de salon, ce sont surtout les agriculteurs et les éleveurs qui « réussissent » qui exposent leurs produits. C'est cette



Manifestation d'apiculteurs espagnols qui protestent contre la disparition des abeilles causée par les pesticides déversées sur les grandes exploitations des monopoles de l'agrobusiness et contre la concurrence du miel industriel produit par ces mêmes monopoles. Sur les banderoles on peut lire : « Les abeilles meurent, la terre aussi », « Notre miel ne se brade pas », « Des prix justes pour notre miel ».

« vitrine » qui est montrée au public, pas la réalité de la misère qui règne dans une partie de l'agriculture capitaliste, avec un taux de suicides qui ne baisse pas.

La réforme de la PAC était évidemment dans toutes les discussions. Là aussi, Macron a multiplié les déclarations sur sa volonté à « ne rien céder » en matière d'aides européennes en faveur des agriculteurs français. Mais celles-ci vont en grande partie aux secteurs les plus rentables, aux « entrepreneurs » paysans qui gèrent leurs exploitations comme des entreprises intégrées dans le système

de rentabilité maximum. Un des conseils qu'il n'a cessé de répéter, était que les agriculteurs devaient mieux s'organiser pour entrer dans les négociations entre la grande distribution et les grands fournisseurs, dont ils sont actuellement largement absents. S'il a redit son opposition au traité de libre-commerce avec le Mercosur (Amérique latine), il s'est bien gardé de s'engager sur la même position dans le dossier du CETA (libre-échange avec le Canada). Douze heures pour dire que le cap de l'agrobusiness est maintenu. ★

Un plan handicap sans moyens réels pour accompagner les élèves

8 000

C'est le nombre d'enfants en situation de handicap sans prise en compte réelle de leur situation à la rentrée 2019. Pourtant, depuis la loi sur l'inclusion scolaire du 11 février 2005, les élèves en situation de handicap ont le droit d'être inclus au sein d'un établissement public local d'enseignement (EPLE) et ont accès à des aménagements scolaires afin de suivre un enseignement ordinaire.

Tout enfant en âge d'être scolarisé peut demander un projet personnalisé de scolarisation en lien avec la MDPH (maison départementale des personnes handicapées). L'objectif est d'articuler les prises en charge thérapeutiques, paramédicales, rééducatives, et l'action éducative et pédagogique en milieu ordinaire et/ou en institution spécialisée (1).

Depuis une vingtaine d'années, la tendance des politiques éducatives est d'inclure au sein des écoles-collèges-lycées les élèves présentant les différents types de handicap. Pour les enfants handicapés et leur famille, l'intégration dans une école dite « ordinaire » est souvent d'une extrême importance. Dans un monde où l'incertitude de l'emploi est omniprésente, où l'emploi est précarisé, facteur d'intégration ou d'exclusion dans la société, les familles cherchent à faire de leur mieux pour accompagner leurs enfants et souvent se

battent pour obtenir leur inclusion en classe ordinaire ou l'octroi de moyens pour la réussite de leurs enfants (suivi d'une AESH, PPS, etc.).

Des politiques éducatives néolibérales pouvant mener à la relégation

Il est clair que la non-prise en compte des élèves en situation de handicap favorise leur exclusion. L'inclusion paraît donc être la solution. Mais prise dans les mailles d'une politique d'éducation néolibérale, l'inclusion peut finir par se transformer en lieu de relégation. C'est ce qui arrive lorsqu'on mène des politiques sans moyens à la hauteur des enjeux. Et, dans ce domaine, le gouvernement Macron et son ministre Blanquer sont passés maîtres en la matière. Non seulement cette politique est largement insuffisante pour les élèves en situation de handicap et leurs familles, mais en plus, elle accroît les tâches des enseignants face à des effectifs toujours plus importants et sans moyens supplémentaires. Elle laisse les AESH (les accompagnants des élèves en situation de handicap) dans des conditions de travail ultra-précaires. C'est pourquoi les propos de Blanquer, « *plus aucun élève en situation de handicap ne devra se trouver sans solution à la rentrée prochaine* » font grincer des dents. Non pas que, sur le papier, le gouvernement ait trouvé la solution. Mais,

dans la réalité, comment les enseignants pourront-ils améliorer la situation des élèves présentant un handicap dans des classes toujours plus chargées ?

Des élèves à accompagner de près, noyés par les problèmes de l'Ecole

Pour accueillir les élèves en situation de handicap, la solution miracle du ministre est de mieux former les enseignants. Evidemment que les enseignants doivent être formés à accueillir ces élèves, et cette formation est encore insuffisante à ce jour. Il y a bien eu la création du site « Cap école inclusive » qui donne des outils, mais rien ne remplace la formation réelle des enseignants. Les enseignants sont obligés de se former sur le tas, en échangeant avec les enseignants spécialisés. Quant aux enseignants RASED, censés aider les instituteurs à accompagner les élèves à faire leur demande de dossier à la MDPH, ils ont bien souvent des secteurs géographiques trop larges. Tout cela, Blanquer ne propose pas de l'améliorer. La formation a aussi des limites car elle ne peut pas tout, surtout lorsque les classes sont chargées voire surchargées. Dans certaines salles de cours, les AESH n'ont même plus de chaise pour s'asseoir et suivre correctement leurs élèves. De plus, comment faire lorsque 2-3 élèves en situation de handicap sont présents, que d'autres le sont mais non recon-

nus officiellement par la MDPH, car la procédure est longue ou que le handicap n'est pas identifié ou reconnu ? Que faire lorsqu'en plus de ces élèves, il y a de plus en plus « d'élèves à profils particuliers » pour reprendre le jargon institutionnel, qui, bien souvent, ne sont pas accompagnés et nécessitent l'adaptation des enseignants ? C'est à ces murs que se heurtent les beaux discours du ministre. Pour que l'école inclusive soit de qualité, il faut qu'elle s'accompagne de moyens réels pour les élèves en situation de handicap et aussi pour l'Ecole publique en règle générale. C'est aussi compter les élèves issus des ULIS (unité locale pour l'inclusion scolaire) dans les classes auxquelles ils sont inclus. Par un tour de passe-passe institutionnel (on ne peut être inscrit qu'une fois dans une classe), ces élèves ne sont pas comptés dans les effectifs-classes, alourdisant par là le nombre d'élèves par classe.

Les exigences ce sont :

- des classes avec des effectifs raisonnables : pas plus de 25 élèves par classe et pas plus de 20 dans les réseaux d'éducation prioritaires.
- des AEVS en nombre suffisant, correctement formé-e-s, avec un statut et une rémunération qui reconnaît leur travail d'utilité sociale. ★

Congé parental pour perte d'un enfant

Le triste cynisme des députés LREM

A l'initiative du député centriste (UDI) Guy Bricout, les députés se sont prononcés sur la proposition d'étendre le congé parental pour la perte d'un enfant de 5 à 12 jours. L'objectif de ce texte était de permettre aux parents endeuillés d'avoir plus de jours pour se remettre du décès toujours tragique d'un enfant. Cette proposition d'amendement a été rejetée car une majorité de députés LREM s'y est opposée (40 contre 38).

« Une générosité à bon prix sur le dos des entreprises »

Voilà en substance l'argument principal des députés LREM pour s'opposer à l'extension des douze jours de congés pour la perte d'un enfant. Peu importe la douleur des parents, leur difficulté à pouvoir reprendre le travail, l'entreprise et les profits passent avant tout. Que ce soit lors du vote de ce projet, le 31 janvier, ou lors de la discussion en commission de l'Assemblée nationale, le 22 janvier, les députés LREM ont tenu le même langage. Il n'est pas normal « *de faire peser cette charge sur les entreprises* »

dit Sereine Mauborgne en commission. Elle récidive le 31 en disant que cette proposition « *achète de la générosité à bon prix sur le dos des entreprises* ». Muriel Pénicaud, en grande défenseuse des grands patrons, en a rajouté une couche, estimant que la proposition de porter les congés à 12 jours serait payée à « *100 % par l'entreprise* », et que cela était très négatif.

Ce vote des députés LREM contre cette proposition n'est donc pas une erreur ou un « *manque de clairvoyance* » comme le dira plus tard la même ministre du travail. Leur proposition « alternative » était de créer un compte de dons de RTT des salariés pour les parents endeuillés. Il s'agissait donc de faire payer par les salariés le décès de leurs enfants. Pénicaud voyait cela comme « *un élan de solidarité* ».

Rétropédalage face au tollé général
Le rejet de cette proposition a entraîné un tollé général dans les milieux ouvriers et populaires. Mais la réaction a été plus largement partagée.

Face aux réactions unanimes, le président Macron est intervenu pour demander aux députés de « *faire preuve d'humanité* ». Le MEDEF a aussi pris le contre-pied des députés LREM qui défendent pourtant ses intérêts en demandant un nouveau vote de la proposition à l'Assemblée nationale. Et comme le groupe LREM nous y habitue depuis plus de deux ans désormais, les députés et la ministre du travail ont effectué un rétropédalage face à la colère générale. C'est « *une erreur collective* », « *il faut un répit plus important de 5 à 12 jours* ». Bien sûr, la marque de fabrique LREM qu'est la mauvaise foi n'est pas évitée : après avoir reconnu son erreur, la ministre du travail estime que la proposition d'amendement a été rejeté parce qu'elle n'était « *pas claire* ». Il y a erreur certes, mais certainement pas faute politique.

La défense des patrons et de l'Etat poussé à l'extrême

Cette histoire révèle aussi le jusqu'au-boutisme des députés et ministres LREM à servir coûte que coûte les

intérêts des patrons et des grandes entreprises. Même si Macron a dû intervenir, se donnant par là le rôle du président humaniste, c'est son gouvernement qui s'est discipliné pour refuser cette proposition. Ce refus est révélateur de la politique menée par le gouvernement Macron-Philippe : la destruction du système de santé et de l'hôpital, la dégradation de l'école, la casse de la protection sociale avec la réforme des retraites. Tout est venu résonner avec le vote de cette proposition en faveur des parents endeuillés. C'est pour cela que le profil des 40 députés LREM ou MODEM qui ont voté contre cette proposition a fait le tour des réseaux sociaux et qu'ils ont subi la colère populaire. Au-delà de cela, c'est en finir avec la politique de ce gouvernement qui, quotidiennement, combat nos intérêts, qui devient une nécessité. Il n'y a décidément aucune « humanité » dans ce système capitaliste et chez ceux qui le servent : seule compte la rentabilité et le profit. ★

Coronavirus

Une crise sanitaire dans la crise générale du capitalisme

Il est difficile de faire la part entre les préoccupations légitimes, les mesures de préventions nécessaires, d'une part, les peurs irrationnelles parfois nourries à dessein et les récupérations de toutes sortes, d'autre part. Le traitement politique est différent selon les pays : de la rétention d'informations jusqu'à l'hyper médiatisation, de la fanfaronnade du style Trump jusqu'à la mise en place de mesures totalement disproportionnées. Garder la tête froide, ne pas céder à la panique, ne pas l'alimenter nécessaire, en premier lieu, de partir des faits objectifs.

Le covid-19, comme on l'appelle maintenant, est un virus, comme la grippe. Comme la grippe, il est sans conséquences majeures chez la plupart des malades. En chiffres absolus, le nombre des victimes du covid-19 (près de 3 000 morts fin février) est sans commune mesure avec celui des victimes de la grippe saisonnière à l'origine chaque année de 290 000 à 650 000 décès dans le monde (8 200 en France au cours de l'hiver 2018-2019). Le taux de mortalité des personnes infectées par le covid-19 est toutefois plus important que celui de la grippe saisonnière car l'épidémie touche principalement les personnes âgées, plus fragiles.

Les esprits ont tout de suite été frappés par les incroyables images qui venaient de Chine : des millions de personnes confinées, des villes fantômes, une activité économique au ralenti. Elles ont nourri des réactions irrationnelles avec la suspicion portée sur toute personnes de type asiatique, fait ressortir les vieilles peurs du « péril jaune », ou, à l'inverse, donné lieu, chez quelques-uns, à des commentaires incongrus sur l'efficacité du soi-disant « socialisme chinois » capable d'ériger en quelques jours de nouveaux hôpitaux.

Dans beaucoup de pays, cette crise sanitaire renvoie à la fragilité des systèmes hospitaliers minés par des années d'économies. En France, Édouard Philippe s'est voulu rassurant : « *Notre système sanitaire est solide et nous avons toutes les armes pour faire face* ». On peut légitimement en douter, sauf à se demander pourquoi, depuis des mois et des mois, les personnels hospitaliers se mobilisent, précisément pour dénoncer les fermetures de lits et les réductions de postes. Quand 200 soignants des hôpitaux de Creil et de Compiègne, qui ont été exposés, sont confinés chez eux par mesure

de précaution, on imagine les conséquences que cela peut avoir sur le fonctionnement de services en sous-effectifs permanents !

Le foyer initial est parti de Chine et s'est progressivement étendu avec une diffusion aujourd'hui mondiale. La vitesse de propagation du virus est décuplée par le développement des échanges mondiaux. Dans le « monde merveilleux » de la globalisation, les conséquences économiques risquent, elles aussi, de se propager très rapidement. Les secteurs du transport aérien, du tourisme, de l'industrie du luxe, sont déjà fortement impactés et, à court terme, ce pourrait être toute la chaîne économique qui se gripe, tant sont nombreux les échanges avec la Chine, de matières premières, de produits finis, de pièces à assembler... Le ralentissement de la croissance chinoise entraîne celui de toutes les autres économies, notamment en Europe où on nous dit déjà que la récession sera difficile à éviter. Les valeurs boursières ont partout chuté et les marchés financiers implorent les banques centrales pour qu'elles injectent des liquidités.

Les conséquences sont également importantes sur le plan politique. Pour ce qui est de la Chine, elles sont difficiles à mesurer. Nous avons pu voir des réactions de colère contre les autorités qui ont, dans un premier temps, minimisé l'importance de l'épidémie. Nous pouvons supposer que ce n'est pas uniquement de la pure propagande « occidentale ». Aux Etats Unis et dans beaucoup de pays, France compris, la réaction saisit l'occasion pour faire valoir ses thèses nationalistes sur la nécessaire fermeture des frontières. Le gouvernement Philippe a annoncé des restrictions sur les rassemblements de plus de 5 000 personnes. Il a annulé des carnavaux, fait fermer le salon de l'Agriculture avec un jour d'avance... Ira-t-il jusqu'à interdire des manifestations de rue ? En attendant, il peut profiter de l'effet d'aubaine en espérant que l'annonce du recours au 49-3 passe au second plan !

Intervenant dans un contexte international, où toutes les contradictions du système capitaliste-impérialiste sont exacerbées, cette épidémie met en évidence, jusqu'à la caricature, tous les dysfonctionnements et les dangers. C'est ce que souligne la prise de position que nos camarades italiens de Piattaforma comunista ont signé avec diverses organisations et dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

L'analyse et les exigences de nos camarades italiens

[...] L'épidémie montre le caractère amoral et irresponsable des gouvernements bourgeois [...] ; ils sont nombreux à vouloir tirer avantage de cette situation, que ce soient les spéculateurs de l'industrie pharmaceutique multinationale ou les politiques.

Les responsabilités des leaders révisionnistes chinois sont lourdes. Ils ont [...] montré leur incompétence en sous-estimant et en cachant le danger aux premières étapes de l'épidémie, facilitant ainsi sa diffusion par des silences et des retards dans les prises de décisions.

L'épidémie a un effet notable au niveau économique et social. La chute de la croissance chinoise sera environ d'un point et cela aura des répercussions sur tous les pays. Les premiers à en subir les conséquences sont les travailleurs « libérés de toute obligation », autrement dit mis au chômage, alors que les capitalistes d'autres pays se réjouissent.

Les épidémies en cours dans le monde (coronavirus, Ébola, dengue, rubéole, rougeole, fièvre jaune, fièvre typhoïde, etc.) et la crise sanitaire qui frappe différents pays, constituent un aspect de la crise générale du capitalisme, qui frappe tous les aspects de la vie sociale.

De nombreuses maladies peuvent être guéries par des médicaments très peu coûteux, mais la loi du profit maximum l'empêche. [...] En Italie, le gouvernement Conti a proclamé un « état d'urgence », prenant effet dans les ports, aéroports et autres structures sous la forme de mesures de prévention [...] engageant en première ligne les agents de santé, souvent sans moyens de protection adéquats, avec des horaires de travail sans fin, et en décrétant en même temps une sorte de couvre-feu pour des quartiers entiers ou même des villes.

Maintenant, le gouvernement parle hypocritement de « la santé d'abord », mais le Service Sanitaire National est appauvri depuis des décennies par [...] les coupes dans les dépenses publiques, la destruction du système de prévention, le manque chronique d'infirmières, d'assistants et de médecins, des milliers de lits supprimés dans les hôpitaux, le manque de médicaments et d'appareils médicaux, des listes d'attente interminables, des privatisations...

Pour l'urgence sanitaire, seuls 25 mil-

lions d'euros ont été alloués, alors que pour soutenir le »»Made in Italy», le gouvernement a débloqué 300 millions d'euros pour les entreprises. Un chasseur-bombardier F35 coûte 106 millions d'euros, les missions militaires envoyées à l'étranger coûtent 1,5 milliard d'euros par an et ces dépenses sont appelées à augmenter ! [...]

Nous exigeons : le paiement intégral des salaires, aux frais des capitalistes et de l'Etat, pour la fermeture des entreprises, des bureaux et des services et les congés maladie des travailleurs ; la fourniture gratuite à la population des moyens de protection nécessaires ; la réquisition sans indemnisation de toutes les structures nécessaires pour contenir l'épidémie, la levée des limitations mises aux libertés démocratiques des travailleurs (manifestation, réunion, grève, etc.). Nous disons « Non » à « l'union sacrée » avec la bourgeoisie contre le virus ! Nous dénonçons toutes les personnes (capitalistes, parasites, spéculateurs, firmes pharmaceutiques) qui tentent de profiter de la situation comme des chacals. Nous combattons sans hésitation la xénophobie, le chauvinisme et le racisme.

L'épidémie montre la nécessité de la solidarité et de la coopération internationale, pour unir les efforts, faire face aux difficultés et atteindre un objectif commun dans un monde globalisé. Mais cela n'est pas possible dans le système actuel, dans lequel chaque pays cherche à exploiter les tragédies des autres.

Quel que soit l'angle sous lequel on observe les problèmes d'aujourd'hui, la conclusion est la même : le capitalisme et l'impérialisme soulignent avec force la nécessité de la révolution prolétarienne partout dans le monde, pour une société qui a pour loi fondamentale le développement du bien-être collectif contre le profit « taché de sang » de quelques-uns. ★

24 février 2020

Signataires : Coordination communiste toscane, Coordination communiste lombarde, Plate-forme communiste pour le parti du prolétariat d'Italie, Collectif communiste (m-l) de Nuoro, Coordination communiste de Vénétie.

RATP

Une grève qui montre un bon niveau de conscience !

Dans *La Forge* de février, notre organisme du parti à la RATP a fait part de sa « première approche d'une grève historique ». Bien évidemment, cette analyse a été faite en lien étroit avec l'analyse générale que tire notre parti de ce mouvement social exceptionnel.

Si, comme nous l'avons écrit, ce sont les assemblées générales qui ont pris toutes leurs responsabilités dans la conduite de ce mouvement, elles l'ont fait avec cette conscience maintes et maintes fois exprimée : « nous faisions grève aussi pour tous

les travailleurs ».

La disparition annoncée par le gouvernement de notre régime de retraite (qualifié de spécial), nous donnait, comme en 1995, 2003, 2007 et 2010, des raisons d'engager la lutte s'en attendre. Mais le fait que, cette fois-ci, c'était tout le système des retraites qui était attaqué, nous a aussi donné objectivement une raison supplémentaire pour monter au front, sans culpabilité aucune vis-à-vis de notre situation de soi-disant « privilégiés » que la réaction aime à nous coller sur le dos. C'est ce que les usagers, et notamment

les usagers populaires, ont souligné lorsqu'ils étaient interviewés ; tout en pestant contre la grève qui « les faisait ch... », ils n'hésitaient pas à ajouter « mais je les comprends » ou/et « je les soutiens ».

Nous avons pu être le moteur de ce mouvement car, contrairement à d'autres secteurs, nous n'avons pas (encore) sur la tête tout ce poids de la précarité qui fait qu'aujourd'hui beaucoup de travailleurs sont contraints d'envisager leur vie au jour le jour. Et comme dans d'autres secteurs qui se sont aussi fortement mobilisés tout au

long de ces semaines, à la RATP existe encore une forte empreinte et culture syndicale.

Ce qui explique que le 6 décembre, le jour où le Premier ministre annonçait des « mesures transitoires » pour ceux de la RATP et de la SNCF (voir notre article), personne parmi les grévistes n'a levé le petit doigt pour reprendre le boulot. La grève a été reconduite par toutes les AG.

C'est aussi à l'élévation du niveau de conscience que nous, communistes, mesurons le succès d'une grève. ★

Cellule 2nd Congrès

Retraite à points

Des concessions pour tenter de diviser le mouvement

Parallèlement à la répression, le gouvernement a été obligé de faire des concessions pour tenter de fractionner le « Non à la retraite à points ».

Dans cette bataille – qui n'est pas terminée – engagée en grand depuis le 5 décembre 2019, E. Macron et son gouvernement ont annoncé très tôt un certain nombre de concessions pour tenter, sans succès, de stopper la grève (RATP, SNCF) ; pour empêcher son élargissement à d'autres secteurs stratégiques (chauffeurs routiers, transports aériens, énergie...) ; ou encore pour essayer d'effacer au plus vite l'image catastrophique pour le pouvoir des danseurs de l'Opéra de Paris en grève donnant une représentation sur le parvis du Palais Garnier... Toutes ces concessions sont assorties d'un volet « négociation » entre organisations syndicales et directions où, comme il se doit, le « diable va se nicher dans les détails ».

Pour d'autres secteurs, comme pour les enseignants, le gouvernement a fait beaucoup d'annonces (500 000 € d'augmentation globale des salaires et, maintenant, 100 € pour les professeurs en début de carrière) pour jouer la démotivation, mais sans de véritables avancées dans les négociations en cours qui sont appelées à durer. Pour d'autres, comme pour les avocats, rien encore à l'horizon.

Pour les pompiers professionnels (40 400 personnes), après leur manifestation nationale du 28 janvier 2020 où ils n'ont pas hésité à s'affronter aux forces de l'ordre, le gouvernement leur a garanti le maintien de leur régime de retraite avec la possibilité de partir à 57 ans et la revalorisation de leur prime de feu à 25 % au lieu des 19 % antérieurs. Les 196 600 pompiers volontaires devraient pouvoir bénéficier de bonifications en points retraite.

Une attention toute particulière en direction des forces « de l'ordre ». Sur un tout autre plan, celui néces-

saire à l'Etat pour contenir les grèves et les manifestations, C. Castaner, dans une lettre en date du 14 décembre, a écrit face à la grogne qui montait : « dès lors qu'ils occupent des fonctions régaliennes de protection de la population... », les policiers pourront continuer à prendre leur retraite entre 52 ans et 57 ans. Il avait aussi annoncé une sur-cotisation payée par l'Etat pour remplacer la « bonification d'ancienneté dite du cinquième » qui leur permettait de gagner une annuité de cotisation pour cinq ans de service. Les dispositions de la retraite à points ne s'appliquant de manière intégrale qu'aux nouveaux entrants nés à partir de 2004 et de façon partielle à ceux nés entre 1985 et 2003. D'autre part, le ministre s'est engagé à « garantir le niveau moyen actuel des pensions ». En voyage à Abidjan (Côte d'Ivoire), E. Macron avait remis le feu aux poudres en déclarant que les militaires – donc les gendarmes – ne seraient pas concernés par la réforme. Face à la nouvelle grogne des policiers, tout en rivalité avec leurs collègues gendarmes, le gouvernement a garanti les concessions faites et en a élargi le principe au personnel occupant des postes administratifs.

A la RATP

Si la date de l'ouverture de leur droit à la retraite est antérieure à 2037, les règles du régime spécial seront maintenues pour tous les travailleurs de la RATP. Dans le cas contraire se seront les dispositions du régime de la retraite à points qui s'appliqueront avec la conservation des droits liés à l'ancien système pour la période de travail antérieure à 2025.

Sur ces bases, d'après les chiffres de la direction de l'entreprise, 58 % des travailleurs de la RATP sous statut vont conserver leur régime de retraite. Dont 70 % des conducteurs de métro et 97 % des conducteurs du RER, les fers de lance du mouvement

de grève ; 50 % des conducteurs de bus. Pour les 42 % restants de l'ensemble, le niveau de pension sera calculé sur la base du maximum de la grille hiérarchique et de la fin de carrière théorique. D'après la direction, c'est un calcul plus avantageux que celui basé sur les six derniers mois. Abstraction faite bien évidemment du recul de l'âge du départ en retraite ! Et elle a annoncé qu'elle compte renforcer le plan d'épargne retraite de l'entreprise.

A la SNCF

La première génération totalement impactée par la réforme serait celle née en 1985 pour les conducteurs. L'âge de départ étant progressivement reporté à 62 ans en fonction de l'ancienneté. Des postes à temps partiel seront ouverts en fin de carrière aux travailleurs exerçant l'un des 58 métiers du rail reconnus comme pénibles (conducteur, aiguilleur, contrôleur, agent du matériel ou opérateur réseau...). Le compte-épargne temps sera porté à 410 jours pour permettre d'anticiper la fin de carrière sous forme d'activité réduite payée à plein temps. L'application de « la clause à l'italienne » permettra aussi le calcul de la pension sur la base des derniers mois de travail au cas où le futur retraité aurait travaillé avant 2025, date de la mise en place de la réforme. Les primes pour travail de nuit ou de week-end seront prises en compte pour le calcul de la pension. Un plan d'épargne collectif (avec abondement de la part de l'entreprise) sera créé à la SNCF.

Dans le transport aérien

Pour les contrôleurs aériens, l'âge du départ initial à la retraite à 59 ans sera également conservé avec une ouverture des droits à partir de 52 ans. Les pilotes pourront contin-

uer de prendre leur retraite à taux plein à partir de 60 ans. Les hôtesses et les stewards nés avant 1987 pourront partir à 55 ans. Les syndicats ont obtenu le maintien de leur régime complémentaire autonome avec ses 5 milliards d'euros de réserve. Suite à ces concessions, le syndicat des pilotes de lignes (SNPL) et quatre syndicats d'hôtesses et de stewards (UNAC, SNPNC, CFDT, UNSA) avaient suspendu leur préavis de grève initialement prévu pour le 3 janvier 2020.

Dans le transport routier

Les routiers ont obtenu à la mi-décembre que leur congé de fin d'activité (CFA) leur permettant de partir en retraite anticipée à 57 ans soit maintenu. Des discussions avec les organisations patronales sont prévues pour en préciser les modalités.

Pour les gaziers et électriciens

Les primes seront incluses pour le calcul de la future pension à partir de 2025. Pour celles et ceux qui ne bénéficient pas de primes, leur salaire pourrait être revalorisé.

Le patronat, là aussi, veut développer l'épargne-retraite collective.

A l'Opéra de Paris

Pour les danseurs qui ont la possibilité de partir à 42 ans, le gouvernement a annoncé que la réforme ne s'appliquera que pour les entrants à partir de 2022. Pour les autres catégories de personnels, la réforme ne s'appliquera que pour les générations nées à partir de 1977 ou 1980.

Pour les marins

La première génération concernée par la mise en place de la ●●●

••• réforme sera celle née en 1982 et le départ anticipé à la retraite sera maintenu. Sous condition d'ancienneté, les marins-pêcheurs pourront partir à 55 ans.

Les pensions de réversion

Cela avait été un sujet tout de suite pointé dans la critique de la réforme. Très rapidement, le gouvernement est

revenu sur son intention de faire passer de 55 à 62 ans l'âge à partir duquel le conjoint pouvait en bénéficier. De la même façon, il a fini par introduire dans son projet la recon-

version en points des trimestres acquis par les femmes au titre de la naissance d'un ou plusieurs enfants dans le système par répartition. ★

Obernai (67)

Supra : quand la finance s'en mêle...

Depuis 2011, quand le fonds de pension Perceva Capital a racheté Supra, les licenciements n'ont fait que se succéder : 236 emplois supprimés. Aujourd'hui, il ne reste plus que 84 salariés. Perceva a restructuré l'usine pour essayer de la revendre avec une plus-value. Le groupe n'a pas compté avec la chute importante du marché des poêles à bois, liée à la crise. Les pertes se sont avérées importantes et Perceva a mis Supra en cessation de paiement et liquidation judiciaire.

Le dépôt de bilan a comme conséquence : l'annulation des dettes de Supra (certains fournisseurs ne seront pas payés) et les salaires du personnel seront payés en grande partie par les AGS (Assurance garantie des salaires). Presque une opération à blanc pour le spéculateur Perceva. Autre conséquence : certains petits fournisseurs auront des difficultés et les risques pour leurs salariés existent : là encore ce sont les salariés qui vont en payer les frais. Le repreneur décidé par le tribunal est Taurus (1). Il rachète l'entreprise Supra et se présente en tant que « sauveur des emplois ». La réalité est tout autre puisqu'il supprime

plus de la moitié du personnel : il garde 41 emplois sur 84 ; sur ces 41 postes, 5 sont en alternance ; seront-ils remplacés par d'autres à la fin de leurs études ? Il ne resterait alors que 36 CDI.

Les salariés de Supra seront licenciés avec des mesures d'accompagnement au rabais, bien en dessous des derniers PSE. En 2017, avec la CGT, les salariés en lutte contre les licenciements d'alors avaient obtenu une prime supplémentaire 7 200 € pour les salariés licenciés.

... la lutte des travailleurs s'impose

Durant la lutte actuelle pour défendre les emplois et les acquis sociaux, 90 % du personnel s'est mobilisé plusieurs fois de suite.

Une manifestation a eu lieu dans les rues et au marché d'Obernai pour interpeller la population. La manifestation a eu du succès : les salariés ont été soutenus par la population qui en a marre de tous ces licenciements un peu partout dans la région. Nous avons lancé le mot d'ordre : « *Les salariés de Supra dans la galère, les*

financiers milliardaires ! De cette société-là on n'en veut pas, on la combat ! »

La CGT et les salariés ont rejoint les manifestations contre la retraite à points derrière la banderole CGT Supra : « *Pour nos emplois, pour nos acquis sociaux, pour notre retraite, luttons tous ensemble* ». Une grosse action a été appelée devant le Tribunal Judiciaire de Saverne, au moment où la décision du repreneur devait être prise. La quasi-totalité du personnel uni, salariés des bureaux et des ateliers, est resté mobilisée pendant plus de 4 heures dans le froid pour exprimer sa colère et ses inquiétudes quant à l'avenir.

Nous avons beaucoup de soutien de la CGT, des militants de la métallurgie, de l'agro-alimentaire, de l'UD, etc. ainsi que de la population, de camarades du PCOF et d'autres organisations politiques. Taurus parle de doubler la production mais nous ne pouvons pas rester la moitié du personnel si nous voulons travailler dans des conditions correctes. Il faut lutter pour que Taurus réembauche et maintienne les acquis sociaux à un bon niveau. Nous devons

lutter pour que Perceva, responsable de la situation, paie pour les salariés licenciés, pour qu'ils ne partent pas sans rien. Ce système est de plus en plus insupportable. Dans cette lutte la conscience grandit qu'il faut en changer.

Témoignage d'un syndicaliste

Aujourd'hui, Taurus a racheté l'usine Supra d'Obernai qui produit des poêles à bois et à pellets. Ce rachat a été conditionné par la réduction de plus de la moitié du personnel. Taurus n'a pas donné tous les éléments de sa stratégie lors des négociations devant le Tribunal, évoquant le maintien d'une production, puis de plate-forme logistique... Quel avenir prévoit Taurus pour ce site ? Les salariés auront à se battre de pied ferme avec leur syndicat CGT pour conserver emplois et conditions de travail. ★

1- TAURUS est un groupe de produits électroménagers, d'équipement de la cuisine (Mycook...), d'appareils de soin à la personne. Ce groupe espagnol a commencé à s'implanter sur le marché français en 2001, en s'intéressant à la marque Moulinex. Sa stratégie consistait à être de 15 à 20 % moins cher pour conquérir le marché et à négocier avec la grande distribution et la vente par correspondance.

EDF Loir-et-Cher (41)

« Il va faire tout noir ! »

C'est derrière ce slogan que les agents d'Edf, et notamment ceux de la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux, ont pris part, de plus en plus nombreux, aux mobilisations contre la réforme des retraites sur le département du Loir-et-Cher (41).

Le 12 septembre, à la veille du blocage de la région parisienne par les travailleurs de la RATP, le syndicat CGT avait organisé un barbecue revendicatif suivi d'une AG, autour de deux thèmes : le projet « Hercule » de restructuration de l'entreprise et celui de la réforme des retraites.

Dès le jeudi 5 décembre, lors de la première manifestation nationale interprofessionnelle, les agents électriques étaient dans les cortèges. A partir du 9 décembre, ils organisaient des barrages filtrants devant la centrale avant de partir en grève le 13 décembre.

Durant toute la semaine, l'entrée de la centrale était filtrée de 6h à 10h avec un débrayage de 8h à 10h et, dans la foulée, l'organisation d'AG du personnel de 11h à 12h.

A chaque journée nationale, ils seront nombreux et déterminés pour porter

l'exigence du retrait. Le 17 décembre, ils se mobilisent en nombre dans le cortège de 6 000 manifestants dans les rues de Blois, comme à d'autres moments dans les rues de Romorantin ou de Vendôme.

Et jusqu'à la fin de l'année 2019, pas un jour sans opération de filtrage, sans AG ou sans action sur le site de la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux.

Après les fêtes, et notamment le 9 janvier, ils étaient 54,47 % de grévistes et procédaient à des baisses de charge au niveau de la centrale. Des coupures ciblées sur des grandes entreprises et magasins, ainsi que le passage en heure creuse ou le rétablissement du courant dans un grand nombre de foyers qui, pour des raisons de précarité, s'étaient vus couper l'électricité.

Le 16 janvier, avec le piquet de grève des gaziers de Storengy (voir La Forge de février), ils étaient mobilisés en bleus de travail et très remontés contre l'accord inacceptable portant sur les mesures salariales pour 2020 chez EDF. Lors de cette journée de mobilisation nationale, ce sont plus de 30 000 agents qui ont fait grève.

Le 21 janvier, 170 agents de la centrale se sont retrouvés sur le plancher de la turbine pour revendiquer à nouveau le retrait de la réforme : chacun portait une lettre pour former le slogan : « Touche pas à ma retraite »

Le 23 janvier 2020, une majorité d'entre eux étaient à nouveau en grève et mettaient en place un barrage filtrant où, toutes les 19 minutes, seul un, voire deux prestataires pouvaient entrer sur le site ; conséquence : une grande majorité de ces entreprises a fini par faire demi-tour.

Lors de la journée d'action du 24 janvier, dans la manifestation à Blois, ils ont attaché leurs bleus de travail aux poteaux et à la porte de la préfecture.

Et encore une fois, le 27 janvier, filtrages... Le 30, après avoir remis en place des barrages dès 5h du matin, ils avaient rendez-vous à St-Laurent avec d'autres travailleurs, des retraités, des citoyens soutenus par la Cgt locale, pour faire masse derrière la banderole : « *Il va faire tout noir !* » ; même opération le 6 février, devant le transformateur de Vineuil qui alimente la zone commerciale d'Auchan, au Sud de Blois.

Le 13 février, à l'embauche, sur le site de la centrale de St-Laurent-des-

Eaux, à l'initiative de la Cgt, les travailleurs, ainsi que l'ensemble des ouvriers sous-traitants, se prononçaient à 80,3 % contre la réforme des retraites ; 8,4 % des votants s'étant prononcés pour.

Le 20 février, dans la manifestation sur Blois, ils étaient encore très nombreux. Et c'est à plus d'une centaine qu'ils se sont déplacés au tribunal correctionnel d'Orléans, le 25 février, pour soutenir un des leurs et un retraité d'EDF, interpellés par les CRS lors de la manifestation interprofessionnelle du 10 janvier. Le procès a été renvoyé au 8 avril.

Tout au long de cet important mouvement social de lutte pour dire Non à la retraite à points, les travailleurs de la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux ont été de toutes les mobilisations interprofessionnelles et, avec leur syndicat Cgt, ont fait leur maximum pour poursuivre la grève engagée le 13 décembre.

En province, les mobilisations de ce type, y compris dans d'autres secteurs que celui de l'énergie, ont été très peu relayées par les médias au niveau national. Et pourtant, elles ont été très nombreuses, comme dans le secteur de l'agro-alimentaire. Elles ont pu se développer, là où existe une base syndicale, notamment Cgt, dans l'entreprise. ★

Education : la répression ne suffira pas à calmer la colère

La répression dont sont victimes les élèves qui se sont mobilisés dans différentes académies contre les E3C a soulevé beaucoup d'émotion et d'indignation. Des épreuves se sont passées sous surveillance policière, des élèves ont été enfermés dans des salles pour passer les épreuves, des élèves ont été aspergés de gaz lacrymogènes, d'autres interpellés et mis en garde à vue. Alors que l'on dit à la jeunesse d'un côté de s'engager (et que ce sera reconnu dans Parcoursup), de l'autre, quand elle manifeste contre un projet qui la menace directement, on lui dit de se taire et d'obéir.

La répression s'exerce aussi contre des syndicalistes, comme à Clermont-

Ferrand, où des enseignants sont menacés de sanctions disciplinaires et pénales pour leurs actions contre les E3C, comme au LPO Bourdelle de Montauban ou au lycée Clément Marot de Cahors.

Cette répression, inédite envers les élèves et personnels mobilisés, a été perçue comme inacceptable. De nombreuses actions de solidarité ont eu lieu dans les établissements : motions de soutien, actions à la récréation, rassemblements...

En outre, même les inspecteurs généraux de l'IGÉSR, organisme qui dépend de l'éducation nationale, font un constat très critique des E3C ; dans une note datée de janvier 2020, ils évoquent « des élèves constam-

ment sous la pression de l'évaluation », des E3C « d'une complexité excessive » pour les parents, « un surcoût énorme pour un rendement faible » pour les proviseurs et « une confusion entre la logique de la certification (baccalauréat) et la logique de la formation (notes balises) [...] au détriment de la formation ».

En ce qui concerne les moyens attribués (en baisse par rapport à la progression du nombre des élèves), l'heure est aussi à la mobilisation. L'objectif est de ne pas rentrer dans une mise en concurrence des établissements !

La période des vacances de février qui se déroule par zones sur une période d'un mois, complique la mobilisation

et empêche de lui donner un caractère national. Il faut aussi ne pas s'épuiser pour tenir dans cette lutte dont la caractéristique est la durée. Les mobilisations se font toujours sur fond de colère contre la réforme des retraites puisque la revalorisation promise s'avère de plus en plus un leurre. Alors qu'il faudrait plus de 10 milliards d'euros pour qu'elle permette de maintenir le niveau des pensions à son niveau actuel, le ministère évoque à présent 500 millions, dont 200 sous forme de prime d'attractivité !

Beaucoup d'enseignants se préparent à se remobiliser au retour de cette période de vacances. Des appels dans ce sens ont déjà été lancés. ★

Mobilisation dans les lycées du Vaucluse

Depuis plusieurs mois, les professeurs manifestent avec les travailleurs contre la contre-réforme des retraites. Pour les syndicats CGT Educ'action, FSU, Sud Education et les syndicats lycéens, l'UNL et la FIDL, s'y ajoutent des revendications spécifiques : retrait de la réforme des lycées, de Parcoursup, abandon du service national universel (SNU), arrêt des suppressions de postes, augmentation des salaires. La mise en œuvre de la réforme du bac en 1^{ère} a commencé en février malgré l'opposition de la majorité des professeurs.

Au lycée Mistral à Avignon, des enseignants ont manifesté pour s'op-

poser aux « épreuves communes de contrôle continu » (E3C). Du personnel administratif a dû remplacer les enseignants grévistes pour surveiller l'épreuve d'anglais. Un responsable explique que « les inspecteurs pédagogiques et les proviseurs ont procédé au choix des sujets lorsque les équipes ont refusé de l'effectuer ». Au lycée Aubanel à Avignon toujours, la FSU et l'UNSA jugent que rien n'est prêt et que les sujets proposés ne correspondent pas au programme de la réforme du bac. Un professeur d'histoire-géographie constate qu'il n'y a pas eu de réunions de concertation et que « chaque établissement, chaque enseignant corrigera comme

bon lui semble ». Même constatation de la part de son collègue d'anglais : « On n'a pas de critères d'évaluation cohérents. On voit que tout a été fait dans la précipitation ». Tous, dans un tract distribué aux parents, dénoncent l'impréparation, appellent au boycott des épreuves et demandent qu'elles soient organisées en fin d'année « avec un sujet national et des consignes de correction pour chaque matière ».

Au lycée Ismaël Dauphin de Cavaillon, ce sont des parents d'élèves qui sont venus devant les grilles de l'établissement pendant les épreuves de contrôle continu. Ils soutiennent les professeurs en grève ; tous s'in-

quiètent pour l'avenir de leurs enfants avec un bac local et des sujets choisis et corrigés à Cavaillon. Cette mère d'élève considère que le bac de sa fille « n'aura aucune valeur... ou plutôt une valeur différente d'un établissement à un autre ». Quant à ce père, il est venu pour témoigner de sa solidarité avec les profs grévistes et manifester son refus « de se faire enfumer par tout le blabla du gouvernement... Il y en a marre de ce mépris ».

Face à cette mobilisation, le rectorat du Vaucluse reconnaît « un manque de repères » mais assure que « les épreuves auront bien lieu ». ★

Correspondance

Orthez (64)

Mobilisation des enseignants du lycée Gaston Fébus

Nos camarades de Pau ont recueilli le témoignage d'un enseignant du lycée Gaston Fébus d'Orthez engagé avec ses collègues dans la mobilisation contre les réformes Blanquer. Nous en publions ci-dessous de larges extraits. Vous pouvez lire l'intégralité de ce témoignage sur notre site : www.pcof.net

Le lycée Gaston Fébus d'Orthez est marqué depuis l'année dernière par une mobilisation très importante des enseignants. Depuis janvier, les lycéens se mobilisent contre les épreuves continues du Baccalauréat, les fameuses E3C. Pourquoi les enseignants et les élèves refusent-ils de participer aux E3C ?

Ces épreuves s'inscrivent dans la réforme du lycée refusée en bloc par les associations de spécialistes, les syndicats d'enseignants et les élèves. Les élèves des classes de Premières doivent ainsi subir des examens dont les résultats compteront pour le Bac dans certaines matières : les deux langues vivantes, l'histoire-géogra-

phie et les maths (pour les séries technologiques). Ces premières épreuves, dites E3C-1, sont programmées pour janvier ou février. Chaque établissement choisit la date de passation des épreuves, ce qui pose aussi le problème de la fuite des sujets. Ces derniers sont compilés dans une banque de sujets qui a largement fuité via les réseaux sociaux.

Les jeunes dénoncent la pression constante, le bachotage devenu systématique, le sentiment d'être sous contrôle permanent. Beaucoup sont stressés et expriment un mal-être croissant.

Quant aux enseignants, hormis la charge de travail supplémentaire, ils dénoncent une réforme faite à la hâte, une perte de sens de leur travail, des programmes impossibles à mettre en œuvre compte tenu d'exigences très ambitieuses et de conditions de travail fortement dégradées. **Concrètement, qu'avez-vous fait (enseignants, lycéens, parents d'élèves) pour montrer votre refus des E3C ?**

Les enseignants ont la possibilité de se mettre en grève, ce qui a été fait

assez massivement lors des surveillances des épreuves. Les retraités auxquels l'inspection académique a eu recours pour nous remplacer ont finalement refusé de surveiller lorsque nous leur avons expliqué qu'ils avaient été envoyés pour briser une grève. Les enseignants ont aussi animé des AG et organisé des conférences de presse qui ont été bien relayées par les médias.

Quant aux élèves, à deux reprises, ils ont organisé des blocus pacifiques de l'établissement. Tout s'est passé dans le calme, notre proviseur ayant privilégié le dialogue au recours à la force. La troisième fois, la rectrice de l'académie a contraint le Proviseur à organiser toutes les épreuves la même journée. Tous les élèves du collège, ceux de Seconde et de Terminale ont été invités à rester chez eux tandis que seuls les profs munis de convocation pour les surveillances étaient autorisés à pénétrer dans l'établissement. Les abords de l'établissement étaient surveillés par la force publique. Des agents de l'équipe mobile de sécurité du rectorat filtraient les élèves. A ce propos, il

serait intéressant de déclencher une enquête parlementaire sur le rôle et les missions précises de ces agents. Les épreuves se sont finalement déroulées dans des conditions peu favorables à la réussite des élèves : 3 à 4 épreuves dans la même journée ! (...)

Quelles sont les suites que vous pensez donner à votre mouvement ?

Ce combat s'inscrit aussi dans ceux que nous menons contre la réforme du lycée, de Parcoursup et plus globalement contre la réforme des retraites. Ce gouvernement veut imposer, avec une brutalité inouïe, une société du chacun pour soi. Ils se disent pragmatiques mais sont pétris d'une idéologie ultra-libérale qu'ils veulent nous imposer, quitte à utiliser la répression de masse.

Ce combat n'est qu'une étape. Si la plupart des élèves auront bien passé les E3C dans quelques semaines, quelles que soient les conditions, Blanquer a perdu la bataille de la communication et a dévoilé son vrai visage devant la jeunesse. Cela laissera des traces. ★

Meeting de solidarité avec le peuple de Martinique Le scandale du Chlordécone est symptomatique du fait colonial dans les Antilles

Le meeting du 21 février, salle Hénaff à la Bourse du travail de Paris, en solidarité avec le combat des travailleurs et du peuple de Martinique contre le chlordécone, a été un grand succès. C'est le bilan que nous avons tiré avec l'ensemble des forces de Martinique qui ont organisé ce meeting et qui y sont intervenues. C'est aussi le sentiment très largement partagé par les participants, en majorité des Antillais(es) mais aussi des représentants des forces politiques présentes.

Succès en termes de nombre de participants - une salle pleine - de contenu des interventions des différentes forces martiniquaises du Comité du 13 janvier, celles de militants guadeloupéens et celles des forces politiques, associatives et personnalités françaises. Le militant responsable de la direction des débats a fait en sorte que toutes et tous puissent s'exprimer, et toutes les interventions de la salle ont respecté le temps de parole. Les débats se sont d'ailleurs poursuivis sur le trottoir du Boulevard du Temple, à la fin du meeting.

Et succès aussi pour notre parti, qui a mobilisé et qui a été remercié publiquement pour son implication, par les organisateurs.

L'engagement de l'UD CGT de Paris a

incontestablement participé de ce succès, à travers l'intervention du secrétaire général de l'UD et par le travail de mobilisation réalisé. L'engagement a été pris à développer les liens tissés. Il y a eu également un travail de mobilisation de la part des camarades du Parti, de l'organisation de femmes Egalité... Cet événement a été marqué par une dénonciation très forte - et quasi unanime - du colonialisme français, qui reflète une montée de la contestation de la domination coloniale dans d'importants secteurs de la population, notamment dans des secteurs de la jeunesse, parmi les femmes des milieux populaires... Le combat contre les conséquences du chlordécone cristallise une contestation plus générale du système colonial, tout en mettant en avant des exigences concrètes, en termes d'indemnisation, de soutien sanitaire... « 92% de la population de Martinique sont contaminées par le chlordécone et 95% en Guadeloupe ». Ces chiffres ont marqué les esprits, tout comme les images de la mobilisation massive et de la répression brutale des forces de l'ordre colonial.



La tribune du meeting du 21 février 2020

Cette répression cible notamment les jeunes « boycotteurs » des grandes surfaces commerciales, qui dénoncent les grandes familles Béké, responsables sur leurs plantations de bananes de l'empoisonnement massif des ouvriers et ouvrières agricoles, de leurs enfants... et qui contrôlent notamment le commerce, les grandes surfaces. Sept de ces « boycotteurs » devaient comparaître au tribunal de Fort-de-France, le 13 janvier dernier. Ce jour-là, les forces de l'ordre colonial se sont déchaînées contre les manifestants. Les images du déploie-

ment policier sont impressionnantes. La bataille pour la justice, les réparations, va se poursuivre en France, à travers un travail d'information qui peut s'appuyer sur des outils, notamment des vidéos, réalisés par le Comité du 13 janvier et par certaines des organisations qui en sont membres. Une date de rendez-vous a déjà été fixée : celle du début juin, quand aura lieu le procès des jeunes « boycotteurs ». ★

Pour plus d'éléments sur ce meeting, voir notre site www.pcot.net.

Extraits de l'Intervention de Robert Sae, du Conseil national des Comités Populaires de Martinique

La France, elle aussi, a connu des scandales sanitaires : poulet à la dioxine, viande frelatée de cheval, sang contaminé, amiante, etc. (...) Généralement, la presse et l'opinion se sont mobilisées aux côtés des victimes pour dénoncer le fait qu'on n'ait pas fait prévaloir le « principe de précaution » et pour exiger qu'on en recherche les responsables, s'indignant quand ceux-ci étaient déclarés « responsables mais pas coupables ! ». En territoire colonial, il en va tout autrement. Il y a 46 ans que les ouvriers agricoles exigeaient « la suppression totale des produits toxiques dans les bananeraies ». C'est à tir de balles réelles qu'on leur a répondu. Qui s'en était ému ? Aujourd'hui, la question de l'empoisonnement au chlordécone commence à sortir du silence. Mais, il est une dimension essentielle qui n'est toujours pas abordée et que nous voulons mettre en avant dans le cadre de ce meeting : un tel scandale n'a été possible que parce que les liens qui rattachent notre pays à la France sont de nature coloniale. (...)

Lors de sa dernière tournée sous les

cocotiers, Emmanuel Macron, par une attitude désinvolte et méprisante manifestée à l'égard de notre peuple, s'est attaché à rappeler que la « métropole » ordonne et que la colonie doit obéir. « *Le lien n'est pas encore établi entre cancer et chlordécone* », a-t-il prétendu ! « *Un de ces jours, on va vous donner un petit peu de maladie professionnelle* », etc. D'autres scandales, beaucoup moins médiatisés, prouvent que l'empoisonnement aux pesticides n'est pas une simple bavure. J'ai parlé de l'amiante plus haut. En France, des dispositions drastiques ont été prises pour affronter la situation. Des directives « nationales » françaises exigent le désamiantage des bâtiments publics. Qu'en est-il en Martinique ? Quel dépistage a été mis en place en faveur de ces mêmes 15 000 ouvriers agricoles qui épandaient les poisons et qui, en grande majorité, vivaient dans des cases construites en fibrociment ? (...) La réalité crue, c'est que notre pays est soumis à la domination coloniale de la France et que la vie des êtres humains n'a pas la même valeur en France que dans la colonie. Le

colonialisme transpire une idéologie profondément raciste. **L'empoisonnement, les violences policières et les procès dont nous parlons aujourd'hui sont l'expression de la continuité des pratiques colonialistes ayant cours dans notre pays.**

(...) L'Etat Français, avec ses forces de répression et son appareil judiciaire, a toujours été et reste encore au service de la domination coloniale et de la caste des exploiteurs békés. Leurs victimes se comptent par centaines. (...)

Cette soi-disant justice compte à son tableau de chasse des dizaines et des dizaines de condamnations abusives de travailleurs. Après chaque grève, les « meneurs » comme ils disent sont lourdement sanctionnés pour avoir osé troubler la tranquillité de la caste béké. Dans l'affaire qui nous concerne aujourd'hui, des militants pacifiques ont été sauvagement agressés et la justice coloniale en a arbitrairement raflé quelques-uns, au hasard, pour tenter de refroidir la contestation. (...)

Le Peuple Martiniquais est de plus en

plus conscient qu'il n'a pas d'avenir en restant colonisé par la France. Les luttes qui s'y développent sont de plus en plus radicales et c'est précisément parce que les autorités françaises en sont conscientes, qu'elles renforcent la répression contre ceux qui résistent. (...) Nous tous subissons le sabotage des systèmes de protection sociale, des services publics de santé et d'éducation. Les attaques du régime Macron contre les retraités et les chômeurs sont, à cet égard, particulièrement scélérates et significatives. Elles touchent notre peuple aussi. (...)

Dans un tel contexte, seule une puissante solidarité entre tous les peuples et une forte convergence de toutes les luttes sociales conduiront à la victoire sur les prédateurs dont nous sommes tous victimes. C'est pour cela que nous avons besoin de votre soutien dans le combat que nous menons aujourd'hui contre la répression et pour la réparation du crime d'empoisonnement. C'est aussi pour cela que nous avons le devoir de soutenir les luttes du peuple Français contre les mesures scélérates du régime Macron. ★

Le 8 Mars des « Grandes gagnantes » de la lutte

Interview de l'organisation Femmes Egalité

L'organisation Femmes Egalité nous a accordé cette interview qui reprend le contenu d'un article à paraître dans leur journal qui sortira pour le 8 mars 2020, journée Internationale de Lutte des Femmes pour leurs droits.

Dans quel contexte vont se dérouler les mobilisations autour de ce 8 mars 2020 ?

Ce 8 Mars se déroule dans un contexte particulier, celui où la politique néolibérale, où l'organisation de toute une société basée sur l'exploitation, les injustices, les inégalités, les discriminations, la violence des possédants se montre incapable de proposer un avenir de progrès social. Le système social actuel prend l'eau et est de plus en plus contesté, combattu par un formidable élan des luttes en France mais aussi à une échelle internationale. Les femmes, premières perdantes de ces politiques, participent pleinement à cette contestation.

Les actions du 8 mars se tiendront dans une période d'intenses mobilisations sociales. **Grèves, manifestations, initiatives diverses contre la réforme des retraites** ont été au cœur du mouvement social pendant des mois et se prolongent. Durant des semaines, à l'aide des grands médias, nous avons assisté à un défilé où E. Philippe et ses ministres « sans-gêne », sans doute parce que habitués à la fausseté, nous ont claironné que « les femmes seront les grandes gagnantes » de leur réforme. Mais notre mobilisation déterminée et constante, nos cortèges colorés et dansants, les cortèges syndicaux où les femmes ont été très nombreuses ; les argumentaires, réunions, meetings d'explication, qu'organisations féministes, associations, syndicats, avec le soutien des forces politiques,

sont venus à bout de cette contre-vérité.

La réalité est plus têtue que le discours et tous les cas de figure montrent que les femmes seront les grandes perdantes de la réforme des retraites Macron.

Mais les femmes sont aussi très mobilisées contre la casse de l'hôpital public et ceci depuis bientôt un an. Très majoritaires parmi un personnel soignant qui est à bout du fait du manque de moyens et qui ne désarme pas pour les exiger. Infirmières et aides-soignantes seront particulièrement pénalisées par la réforme des retraites. Là aussi, elles ont été en première ligne des initiatives en utilisant des formes de lutte audacieuses. Nous pouvons dire la même chose pour les enseignantes. L'Education nationale, c'est également un autre secteur très féminisé et particulièrement attaqué par la politique du gouvernement. La réforme des retraites, la fin de leur statut et les réformes Blanquer qui désorganisent l'école, amputent ses moyens et rendent leurs conditions de travail invivables, sont autant d'attaques contre les personnels de l'Education nationale. **Les enseignant.e.s font grève au coude à coude avec les jeunes et les parents, notamment les mères de famille mobilisé.e.s** qui se dressent contre la casse de l'école publique et la répression.

La lutte contre les violences faites aux femmes est dans toutes « déclarations d'intention » d'E. Macron et de son gouvernement mais les moyens pour les combattre ne sont pas là. *Me Too* a permis une libération de la parole des femmes et une mise sur le devant de la scène sociale des violences sexistes et des féminicides. Les manifestations du 23 novembre 2019 à l'occasion de la journée inter-

nationale contre les violences sexistes, à l'appel de « *NousToutes* » ont marqué un tournant avec plus de 50 000 personnes mobilisées à Paris. Libération de la parole ne veut pas dire justice, comme le prouve l'attribution des prix de la cérémonie des Césars, qui récompense un homme poursuivi par la justice pour viol sur mineure. Et ajoutons quelque chose qui est pour nous très importante : si la parole se libère dans certains milieux, ce n'est pas encore une réalité pour les femmes des milieux populaires, victimes aussi des violences au travail, dans la rue et/ou au foyer. Elles sont très nombreuses à se taire, par peur de perdre leur emploi, de se retrouver stigmatisées. Combien d'employées, de stagiaires, sont harcelées, agressées dans le silence ? Combien de victimes malmenées, intimidées qui ne parlent pas parce qu'elles vivent la précarité et ont peur de se trouver sans travail ou à la rue ? Si les mentalités évoluent, on est encore loin du compte et les moyens que l'Etat accorde pour lutter contre les violences sont très loin des nécessités.

Quelles sont les initiatives que prend votre organisation à l'occasion de ce 8 mars ?

Les Grandes Gagnantes vont battre encore le pavé le 8 mars

Quel 8 mars 2020 ! Ce sont toutes les mobilisations, toutes les luttes et résistances des femmes qui font d'elles les GRANDES GAGNANTES, parce qu'elles ne se résignent pas au sort que cette société capitaliste leur réserve et qu'elle veut perpétuer. On résiste, on avance, malgré cela il faut qu'on soit plus nombreuses et plus visibles dans le mouvement social, pour imposer une véritable transformation, pour que l'égalité entre les hommes et les femmes soit



une réalité dans la vie, au travail, dans toute la société.

Le combat est long mais oh combien enrichissant !

A l'appel des Associations féministes, dont Femmes Egalité, et des syndicats : CGT, FSU, Solidaires, ces Marches vont déferler dans plusieurs villes de France.

Les grandes gagnantes de la lutte marchent aussi dans les cités populaires

Pour être plus nombreuses dans la contestation sociale, nous organisons aussi des « Marches des femmes contre la vie de galère » dans des cités populaires où notre organisation agit. C'est dans les quartiers populaires qu'habitent les femmes qui encaissent les politiques d'austérité, où celles qui travaillent sont condamnées à la précarité. C'est là aussi que nous retrouvons les retraitées aux petites pensions, que les femmes se cassent la tête pour obtenir un rendez-vous chez le médecin et où l'hôpital public en grande difficulté fait tellement défaut ; là encore que les parents placent tous leurs espoirs dans l'école pour que leurs enfants s'en sortent. La vie des femmes des quartiers populaires est une vie de galère depuis leur jeune âge jusqu'à leur fin de vie et l'immense colère qu'elles accumulent doit pouvoir s'exprimer aussi dans la rue à l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes.

Paris, Nanterre, Bordeaux, Grenoble, Strasbourg, Villefranche... nous serons dans la rue dans les cités avec des marches organisées avec des actrices et des acteurs au niveau local : associations, centres socio-culturels, structures culturelles, unions syndicales locales.

Un beau programme de mobilisation nous attend ! ★

Appel unitaire pour le 8 mars Marche des grandes gagnantes

Le 8 mars prochain, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous appelons toutes les dynamiques féministes à converger.

- Nous sommes les femmes du monde entier qui se lèvent et se révoltent pour dénoncer la domination et l'exploitation et remettre en cause le patriarcat.
- Mobilisées en masse depuis des décennies et encore le 23 novembre dernier pour exiger une société sans violences sexistes et sexuelles.
- En lutte, en grève, en manifestation depuis le 5 décembre pour exiger le retrait de la réforme des retraites.
- Nous sommes fortes, nous sommes

fières. Nous sommes les grandes gagnantes.

- Si nous sommes les grandes gagnantes ce n'est pas grâce à la réforme des retraites de ce gouvernement [Macron-Philippe], mais parce que notre mobilisation sera victorieuse.
- Nous sommes les grandes gagnantes parce que nous sommes celles qui brisons le silence et qui dénonçons les violences.
- Nous sommes les grandes gagnantes parce que nous refusons la dévalorisation du travail des femmes, travail salarié, précaire, et travail invisible domestique quotidien
- Nous sommes les grandes gagnantes



parce que nous refusons toute discrimination liée au genre, à l'origine ou à l'orientation sexuelle.

- Nous sommes les grandes gagnantes car nous refusons que les jeunes soient livrées à la précarité.
- (...)

• **Le week-end du 8 mars, multiplions les actions et organisons la marche des grandes gagnantes** sur tout le territoire. Cheminotes, infirmières, hôtesses, agentes du nettoyage, ouvrières, caissières, enseignantes, cadres, étudiantes, travailleuses indépendantes, artistes, avocates, retraitées..., défilons toutes en

tenue de travail, à l'image de « Rosie la Riveteuse », icône de toutes les travailleuses invisibles. Revendiquons, dansons et chantons d'une même voix pour exiger le retrait de la réforme des retraites et refuser qu'« A cause de Macron, grandes perdantes nous soyons ». Dénonçons partout les inégalités de salaire et de pensions, exigeons l'égalité professionnelle.

Parce que les femmes partout dans le monde se lèvent et luttent pour l'égalité et leur émancipation, soyons les grandes gagnantes ce 8 mars ! ★

A l'appel des syndicats Cgt, FSU, Union syndicale Solidaires et une quarantaine d'associations dont ActionAid France-Peuples solidaires, Attac, Femmes Egalité...

Non à la banalisation du nucléaire « tactique »

Alors que 20 000 soldats et 20 000 véhicules US commençaient à arriver en Europe pour la manœuvre de grande ampleur « Defender 2020 », visant la Russie, le ministre de la défense, Mark Spencer, participait au quartier général du commandement général US d'Omaha, à un jeu de guerre. Ce jeu de simulation met en scène l'emploi d'armes nucléaires contre les troupes russes. Dans ce scénario, ce sont évidemment les Russes qui font usage en premier d'armes nucléaires de faible intensité contre un site d'un pays membre de l'Otan, à quoi les forces US répondent par le tir d'une arme nucléaire. C'est la première fois qu'un ministre de la défense US participe à un tel « jeu de guerre » et le fait savoir très largement.

Cette banalisation de l'utilisation d'armes nucléaires tactiques s'installe dans les discours des dirigeants politiques et militaires des grandes puissances nucléaires. Elle consiste à gommer de plus en plus les frontières entre les armes de destruction massive « classiques » et les armes nucléaires dites tactiques, sous prétexte de leur « faible intensité » comparativement aux missiles nucléaires stratégiques.

Grandes manœuvres de l'Otan aux frontières avec la Russie

Avec « Defender 2020 », les USA testent une formule « modulable » de l'Otan ; ne sont concernés et engagés dans ces manœuvres que 16 pays membres (qui en comptent 29), plus la Finlande et la Géorgie. Elles se dérouleront principalement dans le Nord de l'Europe, avec une mobilisation particulière des infrastructures portuaires (Brême, en Allemagne, Anvers, pour le débarquement d'hommes et de matériels venant des USA et les infrastructures routières, ferroviaires... de l'Allemagne, où vont converger les troupes US stationnées déjà en Europe. C'est un test grandeur nature de la coopération structurée entre l'Otan et l'UE qui prévoit notamment de permettre aux armées des différents Etats membres de circuler sans difficultés techniques (1) du nord au sud de l'Europe, sur toutes les routes et tous les ponts, au plus près des frontières avec la Russie, sans entrave administrative (pas de contrôle des troupes et des armes étrangères aux frontières).

Ces manœuvres, à l'initiative des USA, s'inscrivent, comme l'a expliqué Spencer lors de la 56^e conférence sur la sécurité de Munich (Allemagne), dans la politique générale de l'impérialisme US de préparation de

« conflits de grande intensité contre des adversaires comme la Russie et la Chine ».

La conférence sur la sécurité à Munich

Ce rendez-vous annuel réunit responsables politiques, militaires, industriels de la défense, médias, spécialistes et chercheurs dans le domaine militaire et des relations internationales, d'Europe et des Etats-Unis. Le thème officiel était cette année « la disparition de l'Occident » !

Les secrétaires d'Etat Spence et Pompeo, la chef des Démocrates à la chambre des représentants, Nancy Pelosi, y ont défendu la même thèse sur la menace que fait peser la Chine sur le monde entier. Ils ont mis en garde les Etats d'Europe qui seraient tentés de passer des accords avec Huawei pour s'équiper en matériel pour la 5G, les menaçant de les exclure du partage d'informations sécuritaires. Huawei, qu'ils qualifient de « cheval de Troie des services de renseignement chinois ».

Ce cénacle, largement peuplé « d'atlantistes » convaincus, n'est pas un lieu de décision, mais permet des échanges plus ou moins formels. Macron, qui participait pour la première fois à ce type de réunion, a tenu à expliciter sa conception sur l'Otan, sur le rôle de l'UE et bien sûr de la France, en se montrant moins « disruptif ». Sa sortie sur la « mort cérébrale de l'Otan » n'a pas été appréciée et sa politique de dialogue vis-à-vis de la Russie soulève beaucoup d'interrogations parmi les dirigeants des autres Etats membres de l'Otan.

Vers une européanisation de la force de frappe française ?

Quelques jours avant cette conférence, Macron a tenu un discours devant les stagiaires de l'école de guerre, sur la dissuasion nucléaire française. Il y a défendu la nécessité de la moderniser, pour qu'elle soit toujours « crédible », confirmant les 37 milliards consacrés au nucléaire militaire, pour la période 2019-2025. Pas question de ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires (le TIAN), et réaffirmation du caractère complémentaire de l'armement conventionnel et nucléaire. Sa principale innovation a été de proposer d'ouvrir un « débat stratégique », avec les dirigeants des pays de l'UE qui y étaient prêts, sur la mise à disposition de l'UE de l'arme nucléaire française. Il s'est saisi du fait que le Royaume-Uni, l'autre

Des déclinaisons « régionales » de l'Otan

En Irak, l'impérialisme US veut diminuer sa présence militaire, en sous-traitant le contrôle militaire du pays à ses alliés de l'Otan. Trump veut pouvoir se présenter aux prochaines élections en affirmant qu'il a tenu une de ses principales promesses, à savoir « ramener les boys à la maison » et retirer les troupes US des « guerres sans fin » du Moyen-Orient. C'est pourquoi il pousse les feux de la négociation avec les Talibans en Afghanistan, pour les laisser prendre le pouvoir du pays, en partie ou en totalité, en contrepartie de leur engagement à empêcher l'EI de s'y implanter.

En Irak, où la présence des troupes US est de plus en plus contestée, il veut que les autres Etats membres de la « coalition internationale contre l'EI », membres de l'Otan, prennent le relais, pour permettre un désengagement substantiel des forces US.

Ce plan renvoie à un projet connu sous le nom d'« Otan Moyen-Orient », dont le champ d'action couvrirait le Moyen-Orient, voire le pourtour méditerranéen. Bien évidemment, les USA gardent toujours la haute main sur ces déclinaisons « régionales » de l'Otan, mais ce sont leurs alliés qui doivent fournir les troupes sur le terrain.

Si plusieurs dirigeants européens ont insisté sur le fait qu'ils ne voulaient pas être entraînés dans des opérations de guerre en Irak, notamment contre l'Iran, il n'en demeure pas moins qu'ils acceptent de jouer les sous-traitants. La France maintient officiellement 160 militaires chargés d'encadrer l'armée irakienne.

puissance nucléaire, soit sorti de l'UE, pour proposer « à ceux de l'UE qui le veulent », de discuter de la stratégie d'utilisation de l'arme nucléaire. Ce n'est pas encore une proposition de partage de la décision, de « mutualisation » de l'arme nucléaire française, mais une façon de l'intégrer dans la « défense européenne », présentée comme une nécessité complémentaire de celle qu'assure l'Otan.

Ce discours s'adressait en premier lieu aux dirigeants allemands, qui sont loin d'être unifiés sur ces questions. En effet, si le parti socialiste (SPD), membre en sursis de la coalition avec la CDU de Merkel, est pro-européen et atlantiste (donc pro-Otan), il doit tenir compte de l'existence, en son sein et au niveau de son électorat, d'un fort courant pacifiste qui est également partisan d'un dialogue – plutôt qu'une confrontation – avec la Russie. Quant à la droite, très divisée sur de nombreuses questions, comme celle de l'alliance ou non avec l'AFD (voir article dans ce numéro), elle ne veut pas prendre le risque d'une nouvelle polémique en son sein.

C'est pourquoi, la proposition de Macron reste sur la table, mais n'aura pas de réponse rapidement. Qu'à cela ne tienne. Macron a demandé aux responsables militaires de la composante navale de la force nucléaire de faire du lobbying au niveau européen, pour familiariser les décideurs politiques et militaires avec la force nucléaire. Des manœuvres navales et aériennes sont organisées, y compris au sein de la base stratégique de l'Ile Longue, qui abrite les sous-marins à propul-

sion nucléaire, lanceurs de missiles, dont ceux de la force nucléaire. C'est là qu'on voit que, par-delà les divergences entre les grandes puissances occidentales, il y a un point commun : celui de pousser à la militarisation, au développement des armes nucléaires.

Cela ne fait que souligner l'importance de développer une opposition à la politique de guerre, de dénoncer la politique de « défense européenne », l'Otan, y compris dans ses « déclinaisons régionales », en tant que force militaire internationale, aux mains de l'impérialisme US, et de dénoncer la militarisation.

La coopération structurée entre l'UE et l'Otan prévoit notamment de mettre toutes les infrastructures aux « normes Otan », concernant la largeur et la solidité des ponts et des routes utilisés par les blindés. Un état-major « logistique » de l'Otan est prévu d'être installé. ★

Tarifs d'abonnement à La Forge

Organe central du PCOF

Pli ouvert (version papier) 26 €

Version électronique (pdf) 26 €

Pli fermé 32 €

Abonnement avec soutien 35 €

Chèque à l'ordre de : Société En Avant

15 cité Popincourt - 75011 Paris

01 48 05 30 14 - enavant@club-internet.fr

Syrie

Erdogan, un belliciste encouragé par l'impérialisme

L'image a fait le tour du monde. Des Syriens fuyant le régime de Bachar el-Assad et réfugiés en Turquie, poussés par l'armée d'Erdogan vers la frontière gréco-turque où ils sont accueillis avec des grenades lacrymogènes. La situation ne cesse de s'aggraver en Syrie, en particulier dans l'enclave d'Idlib, le dernier bastion des opposants au régime syrien et de certains groupes djihadistes. Ces populations sont instrumentalisées par la Turquie qui en fait un instrument de sa politique d'ingérence dans les affaires syriennes, et par la Syrie et son allié russe qui, pour les besoins de leur cause, traitent indistinctement tous les habitants de l'enclave de « terroristes », ce qui permet de justifier les bombardements massifs des villes par l'aviation russe, causant la mort de milliers de civils. Aujourd'hui, des soldats turcs ont été victimes de ces bombardements et Erdogan menace la Syrie de représailles massives sur l'ensemble de son territoire et en particulier sur sa capitale Damas.

L'autocrate turc n'a jamais caché qu'il poursuivait l'objectif d'abattre le régime de Bachar el-Assad et

d'éloigner les Kurdes de la frontière turco-syrienne.

Cette politique d'ingérence a été tolérée et même encouragée par tous les pays impérialistes, en premier lieu par l'impérialisme américain et la bande de Trump. La décision de retirer les troupes américaines a été prise à la demande et en concertation avec les dirigeants turcs. Le président américain a reconnu que le maintien de la Turquie dans l'OTAN permettait de justifier le règlement de la question kurde selon les vœux d'Erdogan et même qu'on pouvait tolérer l'achat aux Russes d'un matériel militaire sophistiqué pourtant incompatible avec l'équipement militaire, surtout américain, en service dans l'armée turque. La répression contre leur allié kurde a provoqué, tout au plus chez les Européens et en particulier chez Macron, quelques critiques ; pas de quoi remettre en cause le marché inique conclu entre l'UE et Erdogan sur les réfugiés fuyant le régime du satrape syrien et la guerre : des milliards pour qu'il garde chez lui plus de 3 millions de réfugiés dont l'afflux a fait peur à tous les pays européens. Quant aux Russes, ils se sont montrés long-

temps accommodants avec Erdogan, signant avec lui toutes sortes d'accords, cherchant à le ménager et à encourager ses critiques contre l'OTAN, tout en accentuant leur aide économique, politique et militaire au régime de Bachar et lui permettant de rétablir son autorité sur l'ensemble du pays.

C'est cet équilibre qui aujourd'hui est remis en cause. L'autocrate Erdogan, de plus en plus contesté à l'intérieur depuis son échec à Istanbul, a besoin d'un succès à l'extérieur. Il nourrit le chauvinisme et le nationalisme ; il convoque l'histoire et fait référence à la gloire passée du grand empire ottoman. Il cultive l'image de l'homme fort qui résiste au monde entier. Mais l'évolution de la situation en Syrie ne se fait pas comme il l'a décidée. Il envoie des hommes et du matériel pour combattre toujours plus directement face à l'armée syrienne et surtout face aux militaires russes. Les pertes humaines dans les rangs de l'armée turque commencent à lui montrer les limites de sa politique d'ingérence. D'autant plus que, sur un autre terrain, la Libye, son armée se heurte aussi à des militaires russes et qu'elle compte

ses premiers morts. Dans ces conditions d'aiguisements des contradictions, Erdogan multiplie les menaces et les provocations. A la veille d'une visite en Ukraine, en vue d'un rapprochement, il menace Moscou : « *la Russie doit agir soit avec le régime, soit avec nous* ». Un membre éminent du comité des affaires étrangères, un organisme qui conseille Erdogan, a fait même peser la vieille menace de la « *fermeture des Détroits pour bloquer les approvisionnements militaires aux forces du régime syrien* ». Ce grand « nationaliste » demande le soutien de l'UE, soutien assorti de la menace de ne plus respecter l'accord sur les réfugiés. Son intervention en Libye est conçue comme une menace pour Macron et pour les positions de l'impérialisme français en Afrique, en particulier au Sahel. Il a même imploré l'impérialisme américain de lui livrer des missiles Patriot et de les installer à la frontière syrienne. Les peuples syrien et turc sont les principales victimes de la politique belliciste. La fuite en avant d'Erdogan et de tous les chefs de guerre peut déboucher sur un conflit plus généralisé dont il n'est pas possible de fixer les contours. ★

Discorde au sein de l'UE à 27

Depuis janvier, le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'UE. B. Johnson, le premier ministre britannique, a largement gagné les dernières élections au Parlement en promettant de mettre en œuvre sur le champ le Brexit. Il multiplie les déclarations sur le minimum de concessions qu'il serait prêt à faire à l'UE, refusant notamment de souscrire aux exigences européennes de respect des normes sociales, fiscales, environnementales, d'aides d'Etat... et se fait fort d'obtenir un accord de « libre échange » très favorable au Royaume-Uni. Il met dans la balance les avantages d'un accord commercial et économique avec l'administration Trump, qui l'avait bruyamment encouragé à quitter l'UE. Mais son principal atout, c'est de jouer sur les contradictions internes à l'UE, pour affaiblir les capacités de « négociation » de la commission dirigée par Barnier. Sur ce plan, les divergences qui se sont exprimées les 20 et 21 février à Bruxelles autour du projet de budget de l'UE, ne peuvent que le conforter.

La présidente de la commission européenne, Ursula von den Leyen, issue de la CDU allemande, et le président du conseil européen, Charles Michel, ancien chef d'Etat belge, ont présenté

le projet de budget de l'UE à 27, pour la période 2021-2027, de 1 094 milliards d'euros. Ce projet de budget tient compte du « manque » de 75 milliards qui correspondaient à la contribution britannique. Il prévoit des « coupes » dans les grands postes, notamment celui de la Politique agricole commune (PAC) et celui des « fonds de cohésions », qui, à eux deux, représentent 60 % du budget de l'UE.

Pas d'unité sur la PAC

La PAC a représenté, dans l'UE à 28, un budget de 410 milliards, sur l'exercice 2014-2020. Une somme que la proposition de budget prévoit de baisser à 329 milliards. « Inadmissible » a clamé Macron, ajoutant que « la PAC ne devait pas pâtir du Brexit ». Il avait évidemment en tête la visite qu'il devait faire le 22 au salon de l'agriculture, et l'accueil houleux que cette baisse de la PAC ne manquerait de provoquer dans les rangs des grands exploitants agricoles français qui en trustent une bonne partie. Mais la colère est également très forte chez les paysans d'autres pays de l'UE, comme actuellement les producteurs d'olives, de fruits et de légumes d'Espagne, qui

manifestent massivement dans tout le sud du pays. Ils subissent eux aussi le diktat de la grande distribution qui impose des prix d'achat toujours plus bas et qui met en concurrence les producteurs au sein de l'UE et aussi hors UE, notamment pour les fruits et les légumes.

Macron a du mal à convaincre ses alliés européens de la nécessité de continuer à donner la priorité dans les subventions européennes pour l'agriculture. L'Allemagne, les Pays-Bas et les pays nordiques membres de l'UE veulent réduire le budget de la PAC (dont ils ne profitent guère), au profit d'investissements européens dans les nouvelles technologies, la recherche, le spatial..., des domaines dans lesquels les monopoles français sont également très présents et demandeurs.

Baisser les fonds de cohésion ?

Les « fonds de cohésion » destinées aux régions les plus pauvres, concernent avant tout les Etats de l'Est européen et du Sud. Il s'agit d'aides financières destinées à mettre les économies de ces pays aux standards néolibéraux de l'UE, en contre-

partie de l'ouverture de leurs marchés aux produits des autres Etats de l'UE, notamment les plus puissants, en l'occurrence l'Allemagne et la France. La « thérapie de choc » qui a été infligée aux travailleurs et aux populations de ces pays en guise de ticket d'entrée au sein de l'UE a fait d'énormes dégâts sociaux, que les fonds de cohésion sont censés atténuer. Les jeunes ont émigré en masse vers les grands Etats de l'UE qui ont profité d'une main-d'œuvre formée, moins chère, qui n'avait pas le projet de s'installer. Cela a provoqué une pénurie de main-d'œuvre dans leur pays d'origine. Autrement dit, les gouvernements de ces pays ne veulent pas d'une baisse des fonds de cohésion.

En attendant de trouver un compromis sur le budget, U. von der Leyen a lancé un grand projet : faire émerger de grands acteurs européens du traitement des données informatiques « non personnelles », concurrents des Gafa et « encadrés par les valeurs de l'UE ». Si c'est celle de la concurrence libre et non faussée, les monopoles vont pouvoir les transformer en puissantes sources de revenus, sans guère de contrôle. Déjà, la Commission a écarté l'idée de bannir la « reconnaissance faciale ». ★

Allemagne

Nouvel attentat néonazi

Un homme de 43 ans a tué 9 personnes dans des bars à chicha de Hanau, ville allemande proche de Francfort, le 19 février dernier. Cette nouvelle tuerie, la troisième en moins d'un an, intervient dans un contexte où la menace du terrorisme d'extrême droite n'a jamais été aussi présente et où les violences meurtrières perpétrées par des personnes ou des groupes se disant ouvertement nazis se sont multipliées ces dernières années. Il y a huit mois, Walter Lübcke, préfet de Cassel et responsable régional de la CDU, qui avait défendu l'accueil d'un million de réfugiés en 2015, était assassiné par un néonazi ; quatre mois plus tard, un adepte du « suprémacisme blanc » attaquait la synagogue de Halle, faisant deux morts.

Cette recrudescence du terrorisme d'extrême droite intervient dans un contexte politique de banalisation de l'extrême droite, alimentée par le discours xénophobe décomplexé du parti d'extrême droite, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), entrée au Bundestag, en 2017. Elle est devenue en trois ans la troisième force politique d'Allemagne. Cela a notamment conduit certains responsables régionaux de la CDU de Thuringe à s'allier à l'extrême droite AfD, pour faire élire un candidat « libéral », pour empêcher l'élection du représentant de Die Linke, qui devait normalement avoir le poste. Cette position allait à l'encontre de la ligne officielle du parti conservateur qui se refuse à toute alliance avec l'extrême droite et « l'extrême gauche ». Désavoué par Merkel, le président libéral élu devra démissionner, entraînant dans sa chute la dauphine de Merkel à la direction de la CDU, accusée de ne pas « tenir ses troupes » et de ne pouvoir faire face à la lente dégringolade de son parti. Dégringolade qui s'est encore

confirmée lors des dernières élections régionales du 23 février à Hambourg, où la CDU arrive péniblement à 11 % des suffrages en troisième position loin derrière le SPDEt les Verts. Ce nouveau revers électoral conforte ceux qui, au sein de la CDU-CSU, ne voient d'avenir que dans des alliances avec l'AfD.

Les dénonciations en Allemagne de ce nouveau crime ont été quasi unanimes, à l'exception de l'AfD qui a refusé d'y voir du « terrorisme de droite », mais seulement « l'acte délirant d'un fou », dénonçant « l'instrumentalisation politique de cet acte horrible ». De nombreux rassemblements ont eu lieu en Allemagne à l'appel de forces démocratiques et antifascistes, dont la DIDF (organisation démocratique des travailleurs de Turquie) et de nos camarades de l'Organisation pour la construction d'un Parti Communiste des Travailleurs d'Allemagne, pour dénoncer la montée de l'extrême droite et la complicité de la police et de la justice, plus occupées à traquer le « radicalisme islamiste » ou « le terrorisme de gauche » que les groupes néonazis responsables de dizaines de meurtres. Dans leur communiqué, les camarades allemands dénoncent le « mensonge d'Etat du gouvernement fédéral qui a tenté de présenter cet attentat comme un acte isolé, pour se dédouaner de son étonnante bienveillance à l'égard des racistes et fascistes pendant des décennies ». Mensonge grossier « parce que l'agresseur était bien connu des autorités. Il avait envoyé, le 6 novembre 2019, une lettre au procureur général qui, selon le site t-online.de, a en grande partie le même contenu que sa lettre de revendication actuelle ». Mais « la lettre «ne présentant aucune dérive d'extrême droite ou de racisme», le dossier avait été classé ! » ★



Intervention de la camarade de la DIDF lors du rassemblement Place Kléber.

Strasbourg

Rassemblement contre le racisme

Un rassemblement contre le racisme s'est tenu à l'appel de la DIDF (1), le samedi 22 février à Strasbourg, place Kléber, pour condamner le massacre raciste qui a eu lieu le mercredi 19 février à Hanau, près de Francfort en Allemagne.

Plusieurs organisations, associations et partis, DIDF, MRAP, HDP, ASTU, PCF, NPA, PCOF,... se sont exprimés au rassemblement pour condamner le racisme et les discriminations.

Notre camarade a pris la parole en citant le communiqué de Arbeit&Zukunft, le journal de nos camarades allemands. Ils dénoncent les mensonges d'Etat du gouvernement fédéral, tentant de présenter cet attentat comme un acte isolé, alors que des dizaines d'autres attaques ont eu lieu ces derniers mois.

En France nous ne sommes pas épargnés par ces dérives réactionnaires. Notre camarade est intervenu en rappelant quelques axes politiques issus des travaux du 9e congrès du PCOF :

« Nous luttons contre la montée de la réaction, la banalisation de l'extrême droite, la promotion des conceptions rétrogrades dans tous les domaines. » ... « Nous combattons toutes les politiques, idées, pratiques, qui veulent diviser la classe ouvrière et les masses populaires, comme le racisme et la xénophobie. Nous combattons l'islamophobie et toutes les tentatives de division entre communautés. Nous dénonçons la politique de ghettoïsation et les discriminations dont sont victimes les jeunes des cités populaires. »

Des discussions se sont poursuivies à la fin du rassemblement autour de la Forge. ★

1- DIDF - Fédération des Associations des Travailleurs-e-s et des Jeunesse de l'immigration originaire de Turquie.

Non au plan Trump-Netanyahu et la disparition programmée de la Palestine !

Depuis que Trump a présenté son plan, le 28 janvier dernier, le gouvernement et les colons israéliens ont redoublé les coups contre les Palestiniens, légitimés par une proposition américaine qui ne fait qu'enterrer la disparition progressive programmée de la Palestine comme l'a dénoncé notre parti dans son communiqué du 29 janvier. Ce plan prévoit en effet l'annexion à Israël des colonies sauvages et de la vallée du Jourdain et de ses ressources en eau, laissant un territoire palestinien totalement désarmé, morcelé, sans aucune frontière extérieure terrestre, aérienne ou portuaire avec, provocation ultime, une capitale reléguée dans une banlieue de Jérusalem.

Si Netanyahu a préféré attendre les élections législatives du 2 mars pour prononcer un potentiel rattachement officiel des colonies à Israël, les colons, eux, n'ont pas attendu pour intensifier leurs accaparements des terres palestiniennes avec l'aide de l'armée. Cette dernière a ravagé des

centaines d'hectares de terres agricoles palestiniennes pour accélérer la construction de routes réservées exclusivement aux colons, détruisant maisons, structures d'irrigation ou des écoles ! Elle investit régulièrement les villes de Cisjordanie, harcelant, et interpellant violemment même, les femmes et les enfants, n'hésitant pas à ouvrir le feu, comme à Jénine, causant la mort d'un policier palestinien dans son commissariat.

Alors que le gouvernement Macron-Phillipe continuait de montrer sa complicité avec le gouvernement criminel israélien, allant jusqu'à saluer l'initiative américaine, aucune image de cette vague destructrice n'est apparue dans les médias français, alors même qu'elles ont fait la « une » en Israël. L'armée israélienne n'hésite plus à s'afficher aux côtés des colons comme par exemple à Kafr Qadoum, village résistant de Cisjordanie, où elle fait foncer dans les rues du village un bulldozer projetant des blocs

à l'aveugle qui toucheront les habitants, dont des enfants. Et c'est avec des bulldozers aussi qu'on la voit s'emparer du corps d'un jeune combattant de Gaza, tué pendant la répression des manifestations contre le plan, ou rapporter la dépouille d'un Palestinien qu'elle a abattu dix jours plus tôt. Et bien sûr, aucune protestation de la part du gouvernement français face à de telles exactions. C'est ce silence complice qui autorise Israël à poursuivre sans vergogne sa politique d'annexion des territoires palestiniens.

C'est pour dénoncer cette complicité et exiger des sanctions contre Israël que de très nombreuses mobilisations ont eu lieu ce mois de février en France. Des rassemblements et diffusions de tracts ont été organisés à l'appel des organisations, associations et syndicats du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien dans 35 villes de métropole, sur les marchés ou lors des événements culturels comme le festival du court métrage à

Clermont-Ferrand, parfois en même temps que des actions de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) devant une grande surface comme à Evry. Dans certaines villes, comme Grenoble, Lyon, ou devant le consulat US de Marseille, que les forces de l'ordre protégeaient, ce sont plus d'une centaine de personnes qui se sont rassemblées pour crier « Nous ne laisserons pas la Palestine disparaître ! » ou chanter en solidarité avec le peuple palestinien comme au rassemblement appelé par les Palestiniens d'Ile de France sur la place du Chatelet à Paris.

La mobilisation doit continuer et s'élargir pour dénoncer l'attitude de nos dirigeants envers la politique de colonisation israélienne alors qu'ils soutiennent de manière mensongère que ce plan permettrait une solution à deux Etats comme le prévoit les textes de l'ONU ; or, depuis 1948, la poursuite du projet sioniste en Palestine rend impossible cette solution. ★

Mali

« IBK » veut discuter avec les djihadistes

La colère contre la présence militaire française gagne, indiscutablement, chaque jour davantage de terrain en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali. À la mi-janvier, au sommet de Pau où ils avaient été « convoqués », Macron avait fait la leçon aux chefs d'Etat du G5 Sahel. Après avoir brandi la menace de retrait de l'armée française, il avait annoncé l'envoi de 220 soldats français supplémentaires, chiffre porté à 600 une quinzaine de jours plus tard ! Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, qui était au premier rang des montrés du doigt, avait, dès lors, dû faire une nouvelle fois allégeance publique à l'impérialisme français : « *tous ceux qui aujourd'hui au Mali appellent au départ des forces étrangères et notamment françaises sont des ennemis, des complices des djihadistes* ». Depuis, les attaques djihadistes, qui ont déjà fait des milliers de victimes civiles et militaires, n'ont évidemment pas cessé.

C'est dans ce contexte qu'IBK a annoncé, le 10 février 2020, sa volonté de tout faire « *pour que, par un biais ou un autre, on puisse parvenir à quelque apaisement que ce soit* ». Dioncounda Traoré, son Haut repré-

sentant pour le centre du Mali, a d'ores et déjà déclaré avoir « *envoyé des émissaires en direction de Kouffa et en direction de Iyad* », deux chefs djihadistes de la mouvance Al-Qaïda. Amadou Kouffa est Peul, Iyad Ag Ghali, Touareg. Ce dernier, ancien porte-parole d'Ansar Eddine, est aujourd'hui chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. D. Traoré le connaît bien car, en 2012, alors qu'il était encore président par intérim du Mali, des discussions avaient eu lieu à Ouagadougou avec Ansar Eddine. C'était avant que D. Traoré ne signe la demande d'intervention de l'armée française (Serval 2013) et qu'Iyad Ag-Ghali ne devienne « l'ennemi n° 1 » au Sahel.

Cette ouverture du dialogue avec les djihadistes semble un fracassant changement de stratégie de la part de celui qui n'avait cessé de répéter : « *une mare de sang nous sépare* ». Ce « *tournant* » n'est pourtant pas complètement une surprise.

Des négociations avaient déjà eu lieu entre le Mali, la France et d'autres rebelles Touaregs, organisées dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). Elles visaient à per-

mettre à l'armée malienne de reprendre le contrôle de Kidal, dont elle avait été chassée en 2012 par Ansar Eddine. Cette ville était devenue le bastion de la CMA qui avait alors participé à sa « libération » aux côtés des forces françaises de Serval en 2013. L'armée malienne y est revenue en février 2020.

C'est un jeu de billard du même type qui semble s'esquisser aujourd'hui : hier les mouvements de l'Azawad contre Ansar Eddine ; aujourd'hui la mouvance Al-Qaïda contre l'Etat islamique au Grand Sahara, que le Sommet de Pau avait désigné comme l'ennemi contre lequel toutes les forces doivent se concentrer.

Les organisations de Kouffa et Iyad Ag Ghali sont inscrites sur la liste des groupes terroristes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont, à leur palmarès, de nombreuses attaques meurtrières contre des militaires français ainsi, notamment, que l'attentat contre l'Ambassade française au Burkina en 2018. L'impérialisme français ne peut pas officiellement donner sa bénédiction à des discussions avec eux. Mais l'échec d'une option purement militaire et l'impopularité croissante de

l'occupation française, sont une réalité qui s'impose à lui comme à IBK ! A la tête d'un Etat qui est menacé de disparaître, mis sous pression par les partis d'opposition et par la contestation populaire, celui-ci n'a pas d'autre choix que de réactiver, sept ans après, l'option, brutalement abandonnée en 2012, d'une discussion avec Iyad Ag Ghali et ses compères. Affaibli, l'impérialisme français ne peut que laisser faire ! Et espérer - peut-être ! -, y trouver une voie pour sortir du bourbier dans lequel ses « alliés » américains et européens le laissent s'enfoncer. S'en dégager est une des conditions pour que l'Afrique puisse devenir « la priorité économique de la France » selon le message que Macron entend délivrer au Sommet Afrique-France de Bordeaux prévu en juin 2020. Comme nous l'avons réaffirmé à notre 9^e congrès, nous combattons l'impérialisme français et « *nous sommes solidaires des peuples d'Afrique qui luttent contre la présence militaire, économique, financière, culturelle de l'impérialisme français* » : **Monopoles français bas les bâtes, armée française hors du Sahel, hors d'Afrique !** ★

Burkina Faso, une jeunesse en lutte !

Succès de l'événement organisé par l'UJR le 15 février dernier

L'après-midi a rassemblé une trentaine de personnes dans le 12e à Paris.

La première partie autour d'un diaporama élaboré par les militants de l'Union des Jeunes Révolutionnaires, a permis de revenir sur leurs voyages militants au Burkina Faso, en 2015, après l'insurrection populaire et dans le cadre des Journées anti-impérialistes, co-organisées par l'ODJ, en 2018 et 2019. Un petit historique a replacé le contexte de la domination française, du pouvoir de Compaoré et des luttes populaires depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo jusqu'aux mouvements plus actuels depuis l'insurrection populaire de 2014 et la tentative de coup d'état de 2015.

Au cours de ses différents voyages au Burkina, aux côtés des camarades de l'ODJ, l'UJR a ainsi pu rencontrer des étudiants, des travailleurs du secteur informel, des cellules féminines, des paysans, des orpailleurs... de nombreux secteurs en lutte. En effet, l'ODJ se développe dans toutes les couches de la population et en particulier chez les cotonculteurs et dans le secteur des mines. En décembre 2018, les jeunes ont participé à une énorme

manifestation contre la hausse du prix du carburant et contre la vie chère, à Ouagadougou, au moment où le mouvement des gilets jaunes émergeait en France. Lors des journées anti-impérialistes de 2019, l'UJR a pu assister à de riches échanges sur les liens entre terrorisme et impérialisme et à un meeting contre la présence de troupes militaires étrangères. Le diaporama de l'UJR, explicatif et vivant, a montré l'importance et la force des liens entre l'UJR et l'ODJ depuis de nombreuses années, à travers des engagements concrets au cours de ces voyages et d'initiatives pour développer la solidarité. L'UJR a tenu à rendre hommage aux deux camarades de l'ODJ : Cissé Fahadou et Balima Hama, assassinés dans la province du Yagha en mai 2019 et dont l'autopsie des corps n'a toujours pas été réalisée.

Le lancement du podcast « *Echos du Burkina Faso : une jeunesse en lutte* », réalisé par des militants de l'UJR et une amie journaliste, a mis en avant le premier épisode consacré aux conditions de vie au Burkina Faso, à travers des témoignages enregistrés en octobre dernier, aux Journées anti-impérialistes. Le but

de ce podcast, qui sera mis en ligne très bientôt, c'est de faire entendre des voix qu'on n'entend jamais ici : une étudiante membre de l'UGEB (Union générale des étudiants burkinabé), un militant des CDAIP (Comités de défense des acquis de l'insurrection populaire), un habitant d'un quartier non-loté... C'est aussi de mettre en avant une jeunesse qui lutte sans relâche contre l'impérialisme français, système qui pille les richesses et sème la guerre et génère précarité et misère ici. La musique d'Almamy KJ, chanteur de l'ODJ, rythme ce premier épisode qui se termine par l'espérance incarné par les luttes actuelles. « *Aujourd'hui, il ne se passe pas un mois sans que le peuple burkinabé ne descende dans la rue !* »

La présence de militants de l'AEBF (Association des étudiants burkinabé) et de l'ODJ a été très appréciée et leurs riches interventions, qui complétaient celles de l'UJR, ont permis d'apporter des précisions et d'appuyer la nécessité de la lutte ici et au Burkina contre l'impérialisme. Parmi les questions sur le contexte du terrorisme, sur la gestion néolibérale de l'école et de la santé, sur la présence des femmes dans les

luttes au Burkina, ou encore sur les médias pour s'informer sur la situation là-bas, un jeune a demandé « *comment peut-on aider, concrètement, ici ?* ». Lors de son intervention, un camarade de l'ODJ a répondu que la manière la plus pertinente d'aider, c'était de s'impliquer, de s'organiser dans l'UJR pour faire connaître la lutte de la jeunesse au Burkina et développer la solidarité internationale.

L'UJR a profité de ces échanges pour évoquer la campagne contre le SNU, dispositif qui veut positiver l'image de l'armée française auprès de la jeunesse. L'UJR diffusera bientôt un tract qu'elle a rédigé, en direction des collégiens et lycéens, pour lutter contre cette entreprise idéologique et dire non à la militarisation des esprits !

L'événement s'est poursuivi par des échanges plus informels autour d'une très belle expo photo réalisée par un jeune de la délégation de l'UJR aux dernières journées anti-impérialistes. Un goûter militant à prix libre a permis à l'UJR de récolter des fonds pour soutenir l'ODJ dans l'achat de matériel de lutte. Un beau moment de partage et de solidarité internationale ! ★